

Les fonctionnaires en grève

P. 4

Lutte ouvrière

La guerre
Iran
Irak

P. 20

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 823 - 10 mars 1984 - prix : 6 F



De journée d'action des uns en journée de grève des autres :
les dirigeants syndicaux
se refusent à unifier les luttes

sommaire

Dans le monde

Page 9 :

- Tunisie : il y a 50 ans, la fondation du Néo-Destour coïncide avec les premières luttes ouvrières.

Pages 10 et 11 :

- Accords de l'Angola et du Mozambique avec l'Afrique du Sud : les dirigeants nationalistes composent avec l'impérialisme.
- Liban : la Syrie marque des points.

Page 20 :

- Iran-Irak : la guerre dépend des armes, mais aussi des hommes.

En France

Page 4 :

- En bref.

Page 6 :

- Caisse d'Epargne de Paris : l'Ecureuil vend ses noisettes.
- Chausson (Gennevilliers) : la discrimination a tué.

Page 7 :

- Surproduction laitière : de mal en pis.
- Chômage : une réalité accablante.
- Décentralisation : transferts de fonds.

Page 8 :

- Quand tu m'disais, Valéry, que tu m'aimais...
- Misère sur un rythme de Samba.

Page 12 :

- Dans les entreprises : Thomson-Gennevilliers ; Thomson-Malakoff ; CGCT Paris 15^e ; Peugeot-Sochaux.

Page 13 :

- Citroën ; Schlumberger Reims ; hôpital St-André Bordeaux ; Lozay Donges ; Brissonneau.

Pages 14 et 15 :

- La manifestation des mineurs à Paris.
- Leroy-Somer Angoulême ; Renault St-Ouen ; La Providence Paris 9^e ; Chaffoteaux St-Brieuc.

Culture

Pages 16 et 17 :

- Télévision : *Les révolutionnaires du Yiddishland*.
- Livres : *Les Jacobins noirs* de C.R.L. James ; *Le maître de la Gabriela* d'A.C. Samudio.

Pages 18 et 19 :

- Théâtre : *Les marchands de gloire* de Pagnol ; *Tchoufa*.
- Sur le maccarthysme aux USA : *Daniel*, film de Sidney Lumet ; *La chasse aux sorcières*, livre de M.F. Toinet.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

OBSCURANTISME RELIGIEUX

Emeutes religieuses au Nigeria

Le bilan officiel des émeutes religieuses de Yola, au nord-est du Nigeria, est de cinq cent trente-six morts, selon les dirigeants de la police. Mais combien de victimes réellement ? Quoi qu'il en soit, il a fallu que l'armée fasse usage de l'artillerie pour venir à bout de certains quartiers insurgés. Et l'on ne savait toujours pas mercredi 7 mars si le chef des insurgés avait été tué ou fait prisonnier. La confusion règne et le chiffre des tués est sans doute approximatif.

Ce n'est pas la première fois que le plus peuplé des Etats africains, et réputé l'un des plus riches, connaît de semblables émeutes. En octobre 1982, il y eut plus de 300 morts. Et surtout à Kano, en 1980, on compta plus de 4 000 tués.

Apparemment il s'agit à chaque fois de troubles qui éclatent à cause du fanatisme de sectes musulmanes, qui n'hésitent pas, comme la presse occidentale le prétend, à s'en prendre à la masse des musulmans accusés de tiédeur religieuse. Mais qu'y a-t-il vraiment derrière tout cela ? Les conflits religieux, que ce soient les guerres de religion de l'Europe au XVI^e siècle, ou les conflits actuels de l'Irlande du Nord, de Pologne ou d'Afghanistan, sont les reflets de conflits sociaux, de conflits d'intérêts, d'une arriération et d'une misère plus profondes.

Au Nigeria, comme dans tous les pays sous-développés d'ailleurs, la situation sociale est explosive. Le coup d'Etat militaire du 31 décembre dernier fut une des manifestations de cette situation dans laquelle un pouvoir civil est totalement impuissant. Alors les insurgés de Yola représentent quoi ? Une révolte contre le régime ? Le désespoir d'une partie de la population ? Le développement de sectes d'extrême-droite ? Pour le moment, rien ne permet d'affirmer quoi que ce soit.

La presse occidentale est horrifiée par ce déferlement de fanatisme religieux. Elle accuse, ouvertement ou à mots couverts, des pays comme le Nigeria (mais elle en a dit autant de Ceylan, de l'Assam, de l'Iran, etc.) d'en être encore au Moyen Age. C'est sans doute vrai. Mais qui donc maintient les pays pauvres dans un sous-développement médiéval ? Qui donc soutient les éléments les plus arriérés des sociétés du Tiers Monde ? Qui permet aux monarques antédiluviens comme Hassan II ou le roi d'Arabie Saoudite de rester au pouvoir ? Qui envoie armée et aviation chaque fois qu'un peuple se soulève pour moderniser son pays, pour jeter bas l'ancien régime, sinon les impérialistes ?

Alors, ceux-ci n'ont pas de leçon à donner. Certes les émeutes du Nigeria ont un caractère médiéval et barbare. Mais elles ne peuvent exister que parce que l'impérialisme le plus moderne, le plus « sophistiqué », avec ses banques, ses trusts et son FMI, maintient le Nigeria, comme beaucoup d'autres pays, dans l'arriération pour mieux le piller.

André VICTOR

Au pays des macchabées !

Teresa Engelovitz, mariée à un israélite, a été enterrée en Israël il y a trois ans dans un cimetière juif. Mais, d'origine chrétienne, elle ne s'était pas convertie au judaïsme. Malheur à elle !

Le Parlement fut saisi de l'affaire en novembre dernier. Et là, le grand rabbinat d'Israël ordonna que le corps de Teresa, enterré « par erreur » dans le cimetière juif, soit exhumé. Sa fille et une partie de l'opinion s'y opposèrent.

Mais les choses n'en restèrent pas là. Dans la nuit de jeudi 1^{er} mars, le corps fut déterré par des inconnus et jeté dans un sac de nylon dans un cimetière musulman.

Le ministre de l'Intérieur, chef du Parti National religieux, ainsi que les grands rabbins d'Israël, ont condamné cet acte « barbare ». Pourquoi « barbare » ? Parce que des fanatiques religieux ont exhumé le corps en douce, la nuit, à l'abri des regards, alors que le grand rabbinat proposait il y a quelques mois de faire la même chose au grand jour ?

Dans cette pagaille humaine, dieu lui-même n'y reconnaîtra plus les siens !

La France fille aînée de l'Eglise

On peut imaginer ainsi le compte rendu d'un journaliste néo-zélandais, mexicain ou japonais, qui essaierait avec effarement de s'y retrouver dans la querelle à propos de l'école privée en France. Vu de l'autre bout du monde, comment peut être interprété le rassemblement catholique de Versailles ?

« Des centaines de milliers de fanatiques ont manifesté le jour du dimanche, qui est sacré en terre chrétienne. De cinq cent à huit cent mille « fous de dieu » se sont rassemblés dans

la vieille cité de Versailles, qui représente la tradition catholique et royale. Ils voulaient dire « non » au pouvoir laïc qui siège à Paris, la ville immorale et corrompue. Les laïcs prétendaient leur arracher le contrôle des écoles religieuses. Mais les masses catholiques se sont levées pour défendre la religion, encadrées par leurs curés et dirigées par l'archevêque de Paris, Lustiger, un Juif converti, qui rassemble ainsi sur ses épaules la totalité de la tradition judéo-chrétienne.

Cette procession fut pacifique. Mais les chefs religieux parviendront-ils à retenir leurs troupes exaltées encore longtemps ? La presse française évoque avec crainte le spectre de la « guerre scolaire »...

Il n'y a pas qu'en terre d'Islam que l'intégrisme rassemble des foules. Dans la chrétienté aussi, de la Pologne à l'Irlande du Nord, en passant maintenant par la France. Lustiger a-t-il une chance de succéder à Mitterrand ? Aura-t-il l'avenir de Khomeiny ? ».

Les USA ont Reagan, qui veut faire réciter des prières dans les écoles publiques. L'Iran a Khomeiny, le fana du tchador. Mais en France, avec tous ceux qui ont défilé derrière les banderoles de Saint-Truc, de Saint-Chose, on n'est pas mal gâtés non plus. Le seigneur nous les a donnés. Ne pourrait-il nous les reprendre ?

A.V.

Laissez venir à moi les bulletins de vote

Les voies du seigneur sont impénétrables, sauf dans l'urne. C'est ce qu'a compris Ronald Reagan, à la pêche (ô mon dieu, pardonnez-leur car ils savent ce qu'ils font) aux bulletins de vote.

Sa dernière vision céleste l'a convaincu qu'il valait mieux une bonne campagne démagogique que brûler des cierges : il propose donc l'introduction de la prière collective dans les écoles publiques. De quoi mettre à genoux toutes les âmes bien pensantes de l'électorat...

Seul problème : une telle décision est considérée comme anticonstitutionnelle par la Cour suprême depuis 22 ans. Il faut donc un amendement à la Constitution. Le Sénat se penche donc sur la question.

La Maison-Blanche vaut bien quelques prières...

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

De journée d'action des uns en journée de grève des autres :

Les dirigeants syndicaux se refusent à unifier les luttes

UNE certaine opinion se défoule contre les fonctionnaires. Plus encore dans les milieux de la gauche socialiste que dans ceux de la droite. Les fonctionnaires ne craindraient pas pour leur place, ils ne devraient donc pas revendiquer, faire grève, manifester. Ce seraient des « nantis », des « travailleurs garantis », selon l'expression d'Edmond Maire. Et on les oppose à ceux qui seraient menacés dans leur emploi ou déjà au chômage.

C'est vite dit ! Il y a fonctionnaires et fonctionnaires ; il y a des inspecteurs des impôts et des balayeurs de rues ; des policiers gradés et des instituteurs ou postiers. Et ils ne fonctionnent pas pareil !

C'est parmi les salariés de l'Etat ou des services publics, dans l'Education nationale ou dans les postes, qu'on trouve ces ribambelles d'« auxiliaires », « contractuels », « vacataires ». C'est là qu'on a créé ces catégories précaires et provisoires, là qu'on les a généralisées, officialisées, institutionnalisées. Et ces travailleurs-là n'ont ni la garantie de l'emploi, ni l'assurance commune face au chômage. Ils ne sont pas dans une situation pire que dans le privé — où la précarité existe aussi — mais ils ne sont pas dans une situation meilleure.

Et puis ils ne sont pas si nombreux, les fonctionnaires « garantis » 100 % ! Quand l'emploi est garanti, c'est le lieu qui l'est moins ! Un professeur peut être muté de Marseille à Dunkerque, un postier de Perpignan à Paris. C'est surtout la jeunesse que les voyages de l'Education nationale ou des PTT forment. Et il ne faut pas oublier non plus — on l'a vu dans le passé — que les mutations disciplinaires existent, voire les révocations massives pour fait de grève.

Alors les fonctionnaires ne sont pas tous des « ronds-de-cuir ». Ils ne sont pas tous richissimes non plus. La Fonction publique est réputée pour des salaires parmi les plus bas.

Mais l'Etat, le gouvernement socialiste, veulent donner l'exemple. Au moment où des négociations salariales sont entamées dans le privé, le gouvernement décide que les salaires du public ne suivront pas les prix et il veut forcer ainsi le barrage contre la garantie de tous les salaires. Il veut lui aussi donner l'exemple de cette nouvelle trouvaille de l'augmentation des salaires « en masse » plutôt qu'« en niveau » qui se solde, c'est sûr, par un sacré coup de masse sur le niveau de vie.

Une épreuve de force est donc engagée avec les fonctionnaires, que l'Etat et son gouvernement entendent gagner au nom de tous les patrons, pour tous les patrons et contre toute la classe ouvrière.

Alors aucun travailleur n'a intérêt à ce que les fonctionnaires soient perdants. Si c'était le cas, ce serait un encouragement pour tous les chefs d'entreprise, et les travailleurs les plus démunis, les plus touchés et les plus démoralisés seraient encore davantage victimes de la situation.

Oui, la solidarité ouvrière existe. Et elle ne consiste surtout pas, contrairement à ce que dit Edmond Maire, porte-parole officieux du ministre Delors, à ce qu'un secteur de la classe ouvrière dénonce la lutte de l'autre, ou lui jalouse de prétendus privilèges.

Mais si les responsables de la CFDT ont milité contre la grève du 8 mars, ceux des confédérations qui y ont appelé — la CGT, FO, la FEN, les Autonomes — n'ont pas une meilleure politique pour les travailleurs.

Chacun a appelé séparément, les uns à 24 heures de grève, les autres à 48 heures ; les uns pour une manifestation de rue, les autres pas. Et tant la CGT que FO ont choisi de limiter la protestation aux seuls fonctionnaires. Ce faisant, chacune à sa façon, les grandes confédérations syndicales ont permis la division ; elles l'ont alimentée ; elles l'ont organisée, même.

On a donc vu les travailleurs de l'automobile ou les employés des banques ou de la Sécurité sociale tenter plus ou moins vaillamment d'aller au travail le jour où il n'y avait pas ou peu de métro, un accueil réduit des gosses dans les écoles et des coupures d'électricité. Tandis qu'hier, c'était l'inverse : les employés de banque faisaient grève, puis les sidérurgistes, puis les travailleurs des chantiers navals ou les mineurs alors que les services publics fonctionnaient !

ET cette grève des fonctionnaires, pourtant largement suivie, mais limitée à ce seul secteur, n'a pas pu être autre chose qu'une protestation symbolique, où le gouvernement a même pu trouver son compte. Il pourra se flatter auprès des possédants d'avoir su résister à la lutte, de n'avoir pas cédé aux revendications des postiers, des enseignants, des cheminots et du personnel des hôpitaux.

Ainsi Maire en appelant les fonctionnaires à ne pas faire grève, Krasucki et les autres en les appelant seuls à la faire, ne donnent ni les uns ni les autres aux travailleurs les moyens d'imposer un rapport de force qui leur soit favorable, les moyens de gagner. Ils font lutter les travailleurs séparément, pour être perdants tous ensemble.

Alors oui, pour faire céder tous les parasites qui font que la crise existe, il faudra que les travailleurs, tous les travailleurs, unissent leurs forces. Et à coup sûr, la première étape dans cette voie consistera à se séparer des dirigeants syndicaux qui n'en veulent pas.

Arlette LAGUILLER

« Garder le sens de la solidarité »... mais avec qui ?

C'est le 29 février dernier qu'Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, a présenté aux syndicats de fonctionnaires les propositions du gouvernement en matière de salaires : paiement immédiat d'une prime uniforme de 500 F, au titre du rattrapage pour 1982-1983 et augmentation de 1 % de l'ensemble des traitements au 1^{er} avril 1984. (Le Pors a d'abord laissé entendre que ce 1 % consistait en un rattrapage. Puis Mauroy a fait dire qu'il était un petit coup de pouce de mieux pour 1984. Allez savoir !).

La CGT chiffrait la perte du pouvoir d'achat pour 1982-1983

à 3,3 %. FO parlait d'une perte qui varie, selon les fonctionnaires, entre 2.300 et 6.300 F pour l'année. Mais le gouvernement, lui, estime la perte du pouvoir d'achat pour la même période à 0,52 % (soit les 500 F de prime offerte, non intégrée au traitement).

C'est que le gouvernement base ses calculs non pas sur le niveau réel des salaires, mais sur celui de la masse salariale. Et cela change tout de noyer les salaires dans la masse !

Alors les dirigeants de la CGT, de la FEN ou de FO jouent les surpris. Mais le gouvernement avait, à l'avance, annoncé la couleur, et son

intention d'en finir avec l'indexation des salaires sur les prix. Et c'est bien ce qu'il fait aujourd'hui en s'en prenant aux travailleurs qui dépendent de lui, aux fonctionnaires. Et en donnant l'exemple, et le ton, pour toutes les négociations salariales du secteur privé ou nationalisé.

Les dirigeants de la CFDT, eux, n'ont pas été surpris : ils avaient fait le même calcul que Delors, préalablement, selon la même arithmétique très spéciale, et ils sont d'accord ! Ils sont donc les seuls à trouver « acceptables » les propositions de Le Pors. Il est vrai que, reprenant à leur compte les tru-

cages gouvernementaux, ils arrivent aux mêmes résultats, estimant à « 0,5 % la perte en masse pour l'ensemble des années 1982-1983 » pour les fonctionnaires (*Syndicalisme-Hebdo* du 8 mars). Ils en rajoutent même, quand ils dénoncent la grève du 8 mars comme « une grève pour le maintien des inégalités, puisque les autres organisations syndicales veulent maintenir l'indexation des salaires sur les prix » (*Syndicalisme-Hebdo* du 8 mars). Ou quand Maire accuse ces mêmes organisations syndicales d'avoir pour objectif la défense du « pouvoir d'achat des salariés déjà les plus protégés », ou de concourir « aveu-

glément à accroître l'éclatement du salariat entre les travailleurs garantis et les autres », de perdre « le sens de la solidarité avec les chômeurs, avec les jeunes et le droit à l'emploi des femmes ». Comme si Edmond Maire faisait autre chose pour les chômeurs que ce que font tous les autres syndicats : à savoir négocier, régulièrement, avec le patronat, la révision en baisse de leurs indemnités.

Alors, que Maire soit solidaire, c'est certain ; mais il l'est de ses amis socialistes du gouvernement, lesquels sont solidaires du patronat, mais sûrement pas des travailleurs.

LES FONCTIONNAIRES EN GRÈVE



EGF

A EDF-GDF la grève a été un succès. Il faut dire que la perte du pouvoir d'achat pour 1983 a été estimée à 5 % par la CGT. A la suite des grèves de décembre et janvier, la direction a annoncé que les deux dernières hausses de novembre et décembre seraient avancées de deux mois, ce qui donne un rappel de 345 à 621 francs selon les coefficients hiérarchiques. Une prime dite de compétitivité serait aussi versée avec ces rappels fin mars.

Quant à 1984, la première augmentation est prévue pour juin : plus 2,4 % et la seconde fin décembre : plus 2,6 %.

EGF - CDT CHARONNE

La veille de la grève, une réunion a été organisée par la CGT. Un représentant de FO y a pris la parole pour appeler aussi à la grève. Les militants CGT disent : « En 4 mois, c'est la 4^e grève pour les salaires. Il faut absolument que cela aboutisse. La droite a fait défilier 500 000 personnes, il faut que nous soyons aussi nombreux »...

Le jeudi, nous étions loin des 500 000 dans la rue. Mais le CDT-Charonne était tout de même un vrai désert.

EGF - PARIS-OUEST

A Grenelle (Paris XV^e), la préparation de la grève a été essentiellement le fait de la CGT qui a organisé des réunions séparées chez les ouvriers et les employés. Jeudi matin, les lieux de travail étaient vides. Même le standard n'avait pas ouvert ses portes, les agences Lecourbe et Vaugirard étaient fermées. La grève a donc été très suivie. Il faut cependant signaler que la direction a accordé une demi-journée de congés payés aux femmes pour le 8 mars.

Dans les réunions, la CGT est intervenue en dénonçant les mesures prises par le gouvernement contre le pouvoir d'achat des salariés.

A Paris-Ouest (1 400 agents), seuls une cinquantaine sont venus manifester.

EGF CORNILLON : 349 GRÉVISTES SUR 350

Au CDT-Changement de tension à la Plaine-Saint-Denis, la grève a été un succès. La veille la CGT et la CFDT avaient distribué un tract et fait une réunion du personnel, chacune de son côté.

A la réunion CGT les gens étaient bien plus nombreux que d'habitude. La semaine qui a précédé la grève les discussions allaient bon train. A la réunion le ton de la CGT était très combatif, très anti-patronal, et axé contre la politique gouvernementale, ce qui était nouveau.

La journée de grève du 8 mars de toute la Fonction publique a été incontestablement un succès. Bien qu'elle ait été dans l'ensemble assez peu préparée (parfois un tract, parfois une réunion du personnel, mais bien souvent ni l'un ni l'autre), la proportion de grévistes a été bien supérieure aux mouvements antérieurs dans les divers secteurs.

Par contre la manifestation parisienne, du Luxembourg au ministère des Finances, rue de Rivoli, a été beaucoup moins suivie et rassemblait essentiellement des militants. Elle n'en

reste pas moins, et de loin, la manifestation la plus importante de travailleurs depuis l'arrivée du nouveau gouvernement.

En plus du pouvoir d'achat proprement dit, thème unique retenu par les organisations syndicales, les travailleurs semblent avoir saisi cette occasion pour manifester un certain mécontentement face à la politique gouvernementale : « Les attaques gouvernementales, cela commence à bien faire. Il faut réagir et descendre dans la rue autant que les curés... ou les routiers », entendait-on

avant la grève.

Les syndicats par contre, avec quelques exceptions comme la CGT-EGF, ont orienté le mécontentement plus en direction du patronat que du gouvernement. Attitude d'autant plus paradoxale s'agissant du pouvoir d'achat de la... Fonction publique !

Cela dit, les ministres étaient un peu épinglés au passage : Mauroy, mais surtout Delors. Sur l'air de « Meunier, tu dors », on entendait chanter : « Delors, tu dors. Et Gattaz en profite. Delors tu dors. Et Gattaz fait de l'or ».

La manifestation

Elle a duré 1 h 45 et on peut estimer à 25 000 le nombre de participants.

Un total qui en faisait une manifestation importante bien qu'il y eût peu de monde de chaque catégorie.

Plus des neuf dixièmes du cortège défilaient derrière la CGT et la FEN : hôpitaux, PTT, RATP, SNCF, Trésor public, services communaux (particulièrement représentés), enseignants et policiers.

Plusieurs banderoles de la CFDT, peu nombreuses, surtout des PTT et de l'Assistance publique, étaient rassemblées en queue de cortège.

Les slogans lancés par les sonos étaient assez peu repris. Les plus courants mettaient en cause les promesses non tenues et surtout la passivité du gouvernement face au patronat.

« C'est pas à la télé, c'est pas avec des discours qu'on luttera contre l'inflation » ; « Plus haut que l'inflation, et hop, pour nos salaires » ; « Delors, Mauroy, alors c'est quoi, le changement sans le pouvoir d'achat ? » ; « Delors, Mauroy, n'écoutez plus le patronat, le changement, c'est avec nous qu'il se fera », avec de temps en temps un mot d'ordre plus spécifique : « Comme dans la Santé, du temps et de l'argent pour vivre ensemble le changement ».

Au-delà de l'appel à faire une démonstration contre l'austérité, dans la rue, elle nous a demandé de nous préparer à lutter jusqu'à faire changer la politique du gouvernement : « Celle-ci ne correspond pas du tout aux besoins des travailleurs ». Mais rien de concret n'a été avancé pour la suite.

SNCF

SNCF OURCQ - PANTIN

La grève du 8 mars, appelée par tous les syndicats, était suivie à 80 %, bien plus que la dernière fois. Les travailleurs étaient satisfaits car tous les syndicats y appelaient et que cela concernait les fonctionnaires et l'ensemble du secteur public. Par contre, pour ainsi dire personne ne s'est déplacé à la manifestation.

PARIS-EST

La grève a été suivie par environ 70 % des cheminots sur la gare. Un train sur trois roulait.

Tous les syndicats, sauf la CGT, appelaient à 24 heures de grève à l'Exploitation (accueil, manœuvre) et au Train (contrôleurs et agents de train). La CGT appelait quant à elle à une grève de une heure ou quatre heures ou une journée, au choix. Mais les cheminots ont choisi de faire 24 heures. A la manifestation se sont simplement déplacés quelques militants de la CGT.

SNCF - LANDY - PLAINE-ST-DENIS

La grève à l'atelier du Matériel du Landy a été nettement mieux suivie que celle que nous avions faite il y a un mois. Le matin de la grève, il y avait très peu de candidats au travail qui se présentaient à la porte et les trois quarts des effectifs étaient absents.

La grève du 8 mars semblait aux cheminots une action plus sérieuse car ils n'étaient plus les seuls dans l'action, l'ensemble de la Fonction publique étant appelé à la

grève. De plus, la quasi-totalité des syndicats appelait à la grève.

Mais on ne peut pas dire que localement les organisations aient fait le forcing pour la réussite du mouvement. Les militants du PCF à la CGT étaient plus préoccupés de la préparation d'une réunion qu'ils organisent le 10 mars ; les militants de FO passaient leur temps à polémiquer avec la FMC ; quant à la CFDT, elle se faisait remarquer par un mutisme complet. Pour ce qui est de l'appel à la manifestation, il n'y a eu que deux affichettes pour la signaler. Ce qui était nouveau aussi, c'était la participation de la maîtrise à l'appel de la FMC.

En tout cas, il faut remonter loin pour avoir vu une grève aussi réussie.

RATP

Dans l'ensemble, à la RATP, la grève a été un succès : il faut dire que c'est la première fois depuis longtemps, en tout cas depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, que tous les syndicats de la Régie appelaient en même temps à 24 heures de grève. Par contre, il y a eu peu de monde à la manifestation.

Cela dit, dans les secteurs, les discussions ont moins porté sur les problèmes de salaire que sur différents projets de restructuration et sur les conséquences du transfert de compétence à la Région d'Ile-de-France.

RATP - RÉSEAU FERRÉ - BALARD

Sur la ligne 8 (Balard-Créteil), le matin la grève a été bien suivie. Les grilles de la station sont restées fermées et il n'y avait ni agent de manœuvre, ni agent de départ ni de sous-chef. Et c'est important puisque sans eux aucun train ne peut sortir. Pour les conducteurs, toujours le matin, deux sur quinze prévus sont venus travailler.

Pour faire partir les trains, la direction a dû envoyer sur place un sous-chef de ligne et même un inspecteur pour assurer le départ.

L'unité dans le désordre

Toutes les fédérations CGT, FEN et FNAG (autonomes) de la Fonction publique ont appelé à 24 heures de grève « pour exiger du gouvernement qu'il rétablisse le pouvoir d'achat des fonctionnaires en assurant le rattrapage en masse des pertes subies en 1982 et 1983 et la remise à niveau des salaires par rapport aux prix du 1^{er} janvier 1984 ».

De leurs côtés, les fédérations FO et CGC ont lancé un mot d'ordre de grève de... 48 heures, histoire de ne pas faire comme la CGT !

A la CFDT la situation était encore plus confuse. Le secrétaire général, Edmond Maire, était ouvertement contre la grève. Mais certaines fédérations, PTT, Finances, Equipement et Affaires sociales, ont appelé à 24 heures. Certaines fédérations CFTC ont fait de même.

Chez les enseignants, la FEN, le SGEN-CFDT et le SNC (autonomes) appelaient aussi.

Tout ce micro-mac donnait des résultats surprenants : ainsi aux PTT, appelaient à la grève les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC et CGC, tandis qu'à l'EGF, seuls les syndicats CGT, FO et CFTC appelaient.

Ajoutons pour plus de confusion que tous les syndicats et sections, à quelque fédération qu'ils appartiennent, avaient toute latitude pour appeler ou non à la grève...

RATP - RÉSEAU ROUTIER - NANTERRE

A Nanterre, dépôt du réseau routier, la grève a été suivie à 70 %. Sur 165 bus programmés, seulement 48 sont sortis. Là aussi tous les syndicats appelaient à la grève. Le matin de la grève la CGT a organisé une assemblée générale au dépôt qui a regroupé une vingtaine de travailleurs. Le secrétaire syndical a parlé du problème de notre pouvoir d'achat, mais les questions ont surtout porté sur le projet de régionalisation.

RATP CHAMPIONNET

La grève a été suivie. Dans certains secteurs, la veille, on

entendait des réflexions de travailleurs décidés à ne pas venir.

Aux ateliers de Championnet, où les bus sont réparés, le matin, au piquet de grève, on a pu constater qu'il entrainait peu de monde : surtout des membres de la direction, quelques personnes des bureaux mais quasiment pas d'ouvriers.

A la manifestation, une dizaine de militants seulement de Championnet se sont retrouvés.

INSTITUTEURS

INSTITUTEURS - ARGENTEUIL

A Argenteuil, les instituteurs étaient en grève à 90 %. Nombreuses étaient les écoles totalement fermées. Une telle participation ne s'était pas vue depuis des années. Même s'il y avait beaucoup moins de monde à la manifestation, cette participation traduit un « ras-le-bol » qui dépasse la question des salaires et touche la dégradation des conditions de travail (10 classes fermées à la rentrée). L'irritation provoquée par le tapage fait autour des manifestations de l'école privée y est aussi pour quelque chose.

La Marine française semonce des pêcheurs espagnols : neuf blessés

Il est infiniment plus prudent pour un navire de guerre de jouer à la bataille navale avec un bateau de pêche. C'est ce qu'ont dû penser les vaillants amiraux qui ont dirigé l'affrontement entre des bâtiments (car il y en avait plus d'un, on ne sait jamais...) de la Marine nationale et des pêcheurs espagnols en situation irrégulière. Ils châlutaient tranquilles au large de La Rochelle, bien à l'intérieur de la « zone économique » des 200 milles, où cela leur est interdit, conformément aux accords liant la CEE à l'Espagne (hou le vilain !).

Ce sont, paraît-il, des récidivistes, et dans ce secteur on navigue sur une mer qui est loin d'être calmée : au point que les pêcheurs français et espagnols se munissent souvent de fusils de chasse pour aller à la pêche. Les poissons ne se rendent pas compte des



affrontements qui se déroulent au-dessus de leurs têtes. Les chalutiers ibériques et hexagonaux se chahutent et ne se saluent plus.

Tout de même, blesser neuf marins à coups de « semonce », il faut le faire !

Il y a tout de même quelque chose de réconfortant pour l'honneur national : ce sont les

Français qui ont gagné. Ce n'était pas si évident au départ, puisque, paraît-il, un chalutier espagnol a tenté d'éperonner un navire de guerre français ! Olé Don Quichotte !

En tout cas, depuis Trafalgar, vous en connaissez beaucoup des victoires de la flotte française ?

A.V.

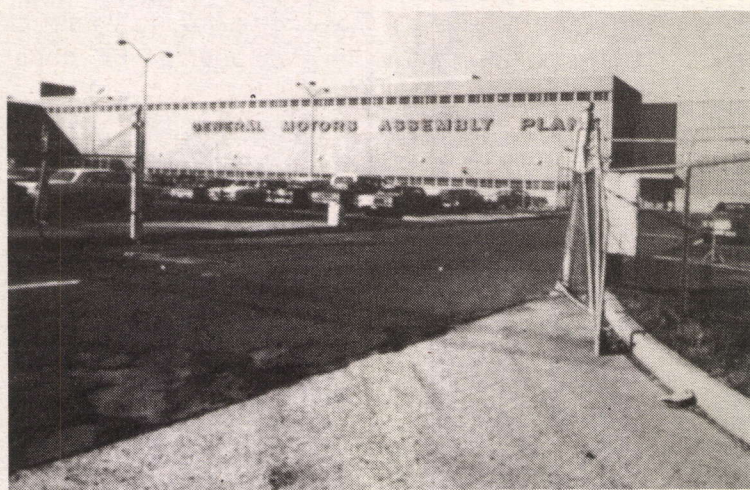
Industrie automobile américaine : des profits records qui viennent tout droit de la poche des travailleurs

Suite à l'annonce des profits records réalisés en 1983 par les trusts de l'automobile US, le journal trotskyste américain *Spark* fait le point, dans son numéro 250 du 20 février, de ce que signifie cette fameuse reprise pour les travailleurs de l'automobile américaine :

« General Motors, Ford et Chrysler ont réalisé ensemble un profit de 6,25 milliards de dollars en 1983. Ils disent qu'ils ont réalisé ces profits en vendant plus de voitures et en réduisant les coûts de production. Ce résultat est censé constituer un symptôme de plus de la reprise économique.

Mais regardons d'un peu plus près en quoi consiste cette reprise. Si les ventes de voitures ont augmenté, c'est uniquement par rapport aux chiffres de ces quelques dernières années. Si l'on compare aux années 1970, les chiffres de vente ont considérablement diminué. Le prix moyen d'une voiture dépasse aujourd'hui les 11 000 dollars. Les prix des voitures sont si élevés et les revenus réels des travailleurs sont si bas que bien moins de gens peuvent s'offrir une voiture neuve dans la population. Bon nombre d'ouvriers ne peuvent plus se permettre les mêmes choses qu'il y a seulement quelques années. En fait, tout un secteur du marché de l'automobile a disparu, un secteur qui était composé de travailleurs et même d'une partie de la classe moyenne.

Si les trusts de l'automobile peuvent réaliser des profits records malgré la baisse de



leurs ventes, ce n'est pas seulement à cause de la hausse artificielle du prix des voitures. C'est surtout le résultat de toute une série de concessions que les ouvriers de l'automobile, et d'ailleurs en fait toute la classe ouvrière, ont faites au cours de ces dernières années. C'est cette fameuse « diminution des coûts de production » qui est la source véritable des profits incroyables qu'ont empochés ces monstres industriels.

Les concessions salariales imposées aux travailleurs de Chrysler ont pratiquement gelé leurs salaires à partir de 1979, alors que l'inflation écornait de plus en plus la paie de chacun d'eux. Suite aux fermetures d'usines et à l'augmentation des cadences, 250 000 emplois ont disparu dans l'automobile.

L'augmentation des cadences a atteint un niveau tel que chez Ford par exemple, chaque ouvrier a produit en 1983 18 % de plus que l'année précédente. En septembre-octobre

derniers, les heures supplémentaires obligatoires se sont multipliées dans l'automobile, atteignant parfois des 10 à 14 heures par semaine, avec une moyenne de 6 heures par semaine et par ouvrier dans l'ensemble de l'industrie automobile.

Le fait que les trusts automobiles réussissent à faire des profits records à partir de chiffres de vente restreints, c'est ce qu'on appelle la restructuration de l'industrie. C'est une façon polie de masquer une baisse du niveau de vie de toute la classe ouvrière. Et cela nous indique que nous sommes en passe de retrouver la situation de la dépression des années 1930. A cette époque, posséder une voiture était un luxe. Et quand vous aviez du travail, c'était 14 heures par jour avec des cadences inhumaines et des salaires très bas. Et, au fait, il faut dire qu'à cette époque aussi, les affaires marchaient très bien pour les trusts de l'automobile... »

Et s'ils s'étaient cognés eux-mêmes ?

Bavure ou non ? Cela se passait les 11 et 12 février derniers dans les locaux de la police judiciaire de Creil : deux jeunes gens interpellés par la police dans le cadre d'une enquête sur le meurtre du P-DG d'une papeterie, sont ressortis, après leur garde à vue, couverts d'hématomes, et ont dû être hospitalisés. Ils ont porté plainte, accusant la police de les avoir torturés. Les autres interpellés affirment avoir entendu ce jour-là des cris pendant des heures. Ce à quoi les policiers répondent imperturbablement que les deux jeunes gens « s'étaient battus entre eux ». Et c'est cette version quelque peu invraisemblable qui a pourtant été retenue par l'IGS (la police des polices) après « enquête ».

L'avocat des jeunes gens qui déclare « qu'ils ne s'étaient pas fait tout ça en se cognant contre une poignée de porte » maintient sa plainte en observant : « Je n'ai jamais vu un médecin désavouer l'ordon-



nance d'un autre médecin », laissant entendre que les policiers qui forment seuls l'IGS ne seraient pas les mieux placés pour enquêter sur les procédés utilisés par la police... Ah bon ?

L.V.

La guerre des étoiles... ou la guerre de 1914-1918 ? Les deux !

Les scientifiques militaires américains, soviétiques et français travaillent actuellement sur des armes à laser pouvant être placées sur orbite à 1000 km de la Terre. Elles devront être capables de détruire, lorsqu'ils décolleront, les missiles nucléaires intercontinentaux.

Reagan a décidé de déboursier 11 à 12 milliards de dollars pour ces armes. Mitterrand, quant à lui, tient à une station orbitale militaire européenne ; et les ingénieurs de la Défense française parlent d'armes françaises de cette nature « à horizon de cinq ans » (si c'est comme pour la fusée Ariane, ils ont sûrement sous-estimé les délais !).

On en serait donc au stade

de la guerre des étoiles ? Et si on comprend bien, on aura droit dans les prochaines guerres à la fois aux armes du futur, aux armes « classiques » (allant du fusil à la bombe à neutrons) et à celles du passé, comme les gaz de la guerre 1914-1918 — tels qu'ils viennent d'être employés contre l'Iran — sans compter les armes « bactériologiques ».

A signaler, à propos de cette dernière sorte d'armes, que les conventions internationales signées, en 1925 et 1972, interdisaient bien d'utiliser les armes chimiques et bactériologiques... mais ni de faire des recherches pour les développer, ni de les fabriquer, ni de les stocker, ni de les vendre !

S.F.

Service public ?

Quand l'administration veut nous faire faire un travail supplémentaire, elle n'a qu'un mot à la bouche : le service public.

Par contre, quand elle veut faire des économies, le service public, elle le jette par-dessus bord. Ainsi, elle parle de supprimer les PCV et les avis d'appel. Tant pis pour les usagers qui n'ont pas le télé-

phone, on ne pourra plus les joindre ; et tant pis pour ceux qui utilisent les PCV.

Ce qui compte pour l'administration, ce n'est pas le public dont elle se moque, c'est sa conception de la « rentabilité ».

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT Hôtel des Postes Lyon.

L'assurance de la mauvaise foi

Les compagnies d'assurances viennent d'inventer une nouvelle combine pour refuser de rembourser les assurés. Toute déclaration de vol de voiture devra dorénavant être accompagnée de factures prouvant le prix d'achat du véhicule et son état.

But évident de l'opération : introduire la suspicion permanente envers les assurés et refuser de rembourser au moindre prétexte.

Pour se justifier, les assurances invoquent les fraudeurs. Certains achèteraient des car-

tes grises maquillées entre 500 F et 2.000 F puis se feraient rembourser plusieurs dizaines de milliers de francs...

Seule objection : ce sont précisément ces fraudeurs qui n'auront aucun mal à s'acheter autant de factures qu'il sera nécessaire. Les autres, les cinq millions d'automobilistes qui achètent un véhicule d'occasion chaque année, sans facture, passeront pour des fraudeurs.

Et beaucoup ne seront pas remboursés...

A.M.

CHAUSSON (Gennevilliers)

La discrimination a tué

Samedi 25 février, à 4 h du matin, au dernier étage d'un immeuble vétuste de l'île-Saint-Denis qui devait être démoli l'an prochain, un incendie a éclaté dans l'« appartement » qu'occupait la famille de Mohamed Mohammadine, ouvrier à l'usine Chausson de Gennevilliers.

Une fillette de 7 ans devait trouver la mort dans l'incendie malgré les efforts désespérés de son père pour la sortir de là. Celui-ci, grièvement brûlé, devait succomber à son tour quelques jours après. Selon toute vraisemblance, le drame a été provoqué par une installation précaire de chauffage électrique.

Ce tragique événement a créé une profonde émotion dans toute l'usine, pas seulement parce que ce camarade était très connu à l'atelier de montage du Trafic où il travaillait, mais aussi parce que chacun sait qu'il y a des centaines de travailleurs immigrés qui, comme lui, n'ont d'autre choix que d'habiter des taudis et sont donc soumis aux mêmes risques. D'ailleurs, rapidement des collectes ont été organisées dans toute l'usine, récoltant plusieurs

milliers de francs, auxquels même la maîtrise s'est sentie obligée de verser.

En effet, rien qu'à l'usine de Gennevilliers, il y a 400 demandes de logement au service social, sur un effectif ouvrier de 2 600 personnes. 270 de ces demandes sont classées « urgentes »... depuis des années. D'ailleurs Mohamed Mohammadine avait déposé une demande depuis 5 ans, mais en vain. Et cela alors que pour un travailleur français (et encore seulement s'il est « métropolitain »), les délais sont plus courts. La direction se débarrasse du problème du logement des travailleurs immigrés en disant qu'avec le 1 % qu'elle verse, elle pourrait fournir des logements, mais que ce sont les mairies qui refusent d'accepter les travailleurs immigrés. D'ailleurs, il y a quelques mois une note de service était parue disant qu'il était désormais inutile que des ouvriers immigrés s'inscrivent auprès du service social pour avoir un logement, au moins dans les départements limitrophes (Hauts-de-Seine et Seine-Saint-Denis) car les mairies

ne voulaient plus d'eux !

En effet, ces mairies de gauche et en général communistes sont celles qui depuis des années ont pris en charge le « logement social », et répondent qu'elles ont maintenant trop de travailleurs immigrés et qu'elles « ne veulent pas créer de ghetto ». Quant aux mairies de droite, elles ne se sont en général jamais préoccupées du problème : les bourgeois français ou étrangers de Neuilly n'ont aucun problème ni pour se loger, ni pour cohabiter ! Quant aux services sociaux des préfectures, elles renvoient... à l'employeur !

Bref, tout le monde se renvoie la balle et, en attendant, des familles entières s'entassent dans des taudis à la merci d'un « accident » comme celui de l'île-Saint-Denis. Pourtant, comme le disent certains ouvriers de l'usine, « quand Chausson est allé monter ses agences de recrutement à Agadir pour nous ramener ici afin de nous exploiter, ils n'ont pas regardé la couleur de notre peau, tandis que pour le logement... ».

Correspondant LO

Bérégovoy à la caisse d'assurance-vieillesse

A l'occasion de la mise en place du nouveau conseil d'administration de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAVTS), l'une des branches de la Sécurité sociale, à la suite précisément des récentes élections à la Sécurité sociale, le ministre en personne est venu prononcer un discours.

Oh, rien de bien original. Bérégovoy se félicite que « la durée de vie moyenne s'est notablement allongée ». « Qui pourrait le regretter ? », dit-il. En effet. Il n'empêche que, si Bérégovoy ne le regrette pas, il souligne que « les retraités d'aujourd'hui et de demain vivent plus vieux, se soignent davantage, sont plus nombreux et ont cotisé plus longtemps, dans des conditions plus favorables que leurs aînés. Ce sont là des données incontournables, qui entraînent une augmentation en volume de la masse des pensions de l'ordre de 3 % par an ». C'est bien ennuyeux, en ces temps de rigueur. Il a donc insisté sur la nécessité de faire des économies : « Une gestion plus efficace dégage des gains de productivité qui libèrent naturellement des ressources pour les prestations : 1 % de moins en frais de gestion, c'est 1 % de plus pour les retraités ». Ce qui est un gros mensonge, car le taux des prestations est indépendant des frais de gestion. Si les employés arrivent à « gagner 1 % », les retraités n'en verront pas la couleur ; en revanche Bérégovoy saura sûrement quoi faire avec cet argent.



Le ministre a lancé un appel pour « éviter des dépenses non justifiées », en particulier en empêchant autant que possible que les vieux soient « relégués à l'hôpital, solution coûteuse pour la société comme pour l'individu ». Le chasseur de gaspi a également passé un peu de pommade au personnel, dont il loue « la compétence et le dévouement ». Normal car, « en cette période où un effort considérable a été demandé au personnel », il nous annonce un « surcroît de travail engendré par l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans. Cet effort devra être poursuivi pour réduire des délais qui, en moyenne, demeurent trop longs ». Mais à qui la faute si le personnel, comme il le reconnaît, est compétent et dévoué ?

Les seuls postes créés pour faire face à ce surcroît de travail sont au nombre de 210 pour l'année 1984. Et encore, parce que « les autres branches de l'institu-

tion font preuve d'un grand esprit de solidarité en acceptant un redéploiement de postes budgétaires au profit des caisses chargées du risque vieillesse ». Bérégovoy s'y entend pour habiller Paul (si l'on peut dire...) en déshabillant Pierre.

Les seuls qu'il ne « déshabille » pas sont les patrons.

Pas un moment il n'a été question de faire contribuer les patrons de manière plus importante. Pourtant, la retraite à 60 ans, en cette période de récession, leur a permis dans beaucoup de cas de « dégraisser » à moindres frais.

Mais le coût social de ce « dégraissage » a été et restera supporté par les seuls salariés. Les patrons peuvent dormir tranquilles pendant les conseils d'administration de la CNAV (où ils sont représentés « en nombre significatif ») : Bérégovoy veille pour eux.

Correspondant LO

CAISSE D'EPARGNE

L'Ecureuil vend ses noisettes

Cela fait bientôt un an que, pour la première fois, la presse avait fait état du projet de vente des immeubles d'habitation de la Caisse d'Epargne de Paris. Il s'agit d'immeubles regroupant environ 1 200 à 1 400 appartements. Plus de 400 sont occupés par les salariés de la Caisse d'Epargne.

Les autres locataires sont pour beaucoup des retraités et des gens de condition assez modeste. Les loyers et le confort sont voisins de ceux du secteur HLM : 1.200 F environ charges comprises pour un F2 de 45 m², 2.000 F environ pour un F4, dans le 19^e.

La direction estime qu'elle doit se débarrasser de ce secteur jugé non rentable de son activité pour assainir sa gestion et moderniser ses agences.

Le patrimoine immobilier de CEP est estimé à 500 millions. Son taux de rendement ne serait que de 1 %, contre 12 % en investissant dans un emprunt d'Etat. Le premier groupe d'immeubles, situé à Belleville, devra être mis en vente dans les 3 mois qui viennent. L'inquiétude est grande parmi le personnel de la Caisse logé dans ces immeubles, et plus encore pour les autres locataires.

LES PROBLÈMES

La loi Quilliot donne aux locataires occupants un droit de priorité dans l'acquisition de leur logement lorsque celui-ci est mis en vente... à condition d'avoir l'argent ou de pouvoir emprunter.

Il semblerait que le prix de vente au mètre carré soit relativement modéré : 3.500 à 5.500 F, selon *Le Monde* (la direction refuse de communiquer les chiffres au personnel et aux

locataires).

Il serait question de consentir aux acheteurs des prêts au taux de 12 %, chiffre évoqué par la direction devant le Comité d'entreprise. Amortis sur 20 ans, cela représenterait des mensualités d'environ 1.700 à 2.200 F pour un F2, de 3.400 à 4.400 F pour un F4.

A cela, il faudrait ajouter les charges. Actuellement, ces charges multiplient par deux le montant du loyer. Mais vu l'état de vétusté de certains immeubles, et les nombreux problèmes en suspens depuis des années : infiltrations, fissures, jours sous les portes, l'accession à la propriété risque de se traduire par une augmentation vertigineuse des charges !

LES LAISSÉS POUR COMPTE

Et pour les familles les plus modestes n'ayant pas l'apport comptant, ou qui ne pourraient pas emprunter, la situation créée par la vente de leur appartement sera extrêmement précaire.

A la fin de leur contrat de location (6 ans pour un nouveau locataire, mais seulement 3 ans pour un contrat renouvelé), le nouveau propriétaire peut parfaitement refuser le renouvellement, à seule fin de vendre vide l'appartement qu'il a acheté occupé, réalisant une plus-value de l'ordre de 40 %.

D'ici 2 à 3 ans, des dizaines, peut-être des centaines de personnes pourront donc être expulsées, victimes de spéculateurs.

A part ça, il paraît que « l'Ecureuil » est reconnu « d'utilité publique ».

Correspondant LO

De mal en pis

Depuis des années la Communauté économique européenne est noyée sous des flots de lait. On ne sait plus quoi faire de ce « fleuve blanc » ni des montagnes de lait en poudre. Et les subventions pour absorber cette surproduction, pour maintenir les cours, coûtent cher. Alors que faire ?

L'idée qui est dans l'air, celle dont a parlé Rocard, le ministre de l'Agriculture, celle qui se discute à Bruxelles en ce moment, dans le cadre des négociations agricoles communes de la CEE, c'est tout simplement la limitation autoritaire de la production laitière. Mais cela provoque un grand nombre de problèmes. En France en particulier, où un agriculteur sur trois est producteur de lait, les paysans redoutent une baisse des revenus et les organisations professionnelles refusent par avance cette baisse de la production. Certains leaders de l'opposition ont évidemment pris fait et cause pour les agriculteurs menacés. Le PCF aussi. Le lait et les vaches sont une chose, mais les paysans sont, eux, des électeurs et ils voteront aux prochaines européennes...

De toute façon, le gouver-

nement est empêtré dans cette affaire. Il envisage d'encourager les petits paysans âgés à quitter l'agriculture au moyen d'une indemnité, mais il redoute les conséquences : est-ce qu'en faisant partir les petits, on ne va pas aboutir à une concentration chez les gros agriculteurs restants, qui risquent de développer des « usines à lait » comme il y en a surtout dans l'Europe du Nord, plus avancée de ce point de vue ? Ne va-t-on pas, à terme, accroître la production, c'est-à-dire la surproduction ? Auquel cas, Rocard aboutirait à l'effet inverse de celui qu'il recherche.

Mais d'un autre côté, si trop de petits paysans âgés s'en vont, ne risque-t-on pas au contraire de provoquer cette fois une pénurie dans quelques années ? En matière de lait, le gouvernement marche sur des œufs.

D'autre part la restriction de la production laitière aboutira dans l'immédiat à l'abattage des vaches, qui se retrouveront sur l'étal des bouchers. Seulement le marché de la viande bovine n'est paraît-il pas bien fameux en ce moment. Un surplus ne risque-t-il pas de trop peser sur les cours de la viande ? Ce serait



Manifestation d'éleveurs de Basse-Normandie, en 1981, pour protester contre la perte de leur pouvoir d'achat. (AFP)

un peu vache et pourrait provoquer la colère des éleveurs spécialisés dans la viande.

Bref Rocard est empêtré dans les contradictions de l'économie capitaliste, qui se double des contradictions de la Communauté (c'est comme cela qu'elle s'appelle) économique européenne, où pratiquement chacun des partisans défend becs et ongles ses veaux, ses vaches, ses co-

chons et ses couvées...

Pendant que le lait européen tourne au beurre, et que le beurre tourne au rance, le Tiers Monde sous-développé crève, entre autres de n'avoir pas de lait. La « surproduction » n'est pas pour lui. On ne peut rien vendre aux pauvres pour la raison qu'ils n'ont pas d'argent. Et lorsque parfois des Etats ou des organismes ont fait cadeau de lait

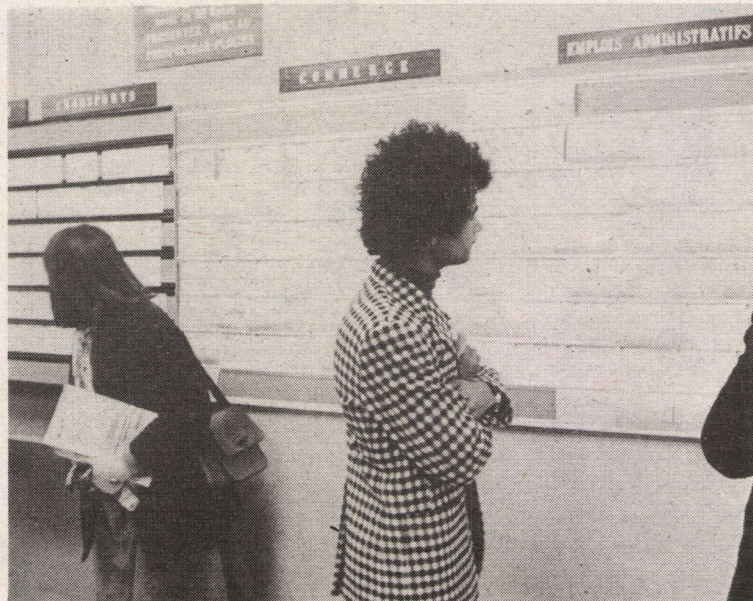
en poudre, il en est résulté des catastrophes à cause, entre autres, du manque d'eau potable : le lait étendu d'eau était impropre à la consommation.

En définitive, par quelque bout qu'on la prenne, la question des excédents laitiers — et de tous les excédents agricoles — est insoluble dans le système capitaliste.

A.V.

CHÔMAGE

Une réalité accablante



(Ph. Rush)

L'Expansion vient de publier un sondage réalisé auprès de 491 demandeurs d'emplois : des résultats qui détruisent bien des légendes sur les chômeurs et mettent en lumière une dégradation des conditions d'existence des travailleurs bien supérieure à ce que les statistiques officielles expriment.

Première constatation : 49 % d'entre eux ne perçoivent aucune indemnité, soit parce qu'ils n'y ont pas droit ou plus droit, soit parce qu'ils ne sont pas inscrits à l'ANPE — c'est le cas pour 15 % d'entre eux, ce qui en dit long sur les statistiques officielles du chômage. Ces chômeurs sans ressources vivent sur les salaires des autres membres de

la famille qui ont encore du travail : conjoints pour la moitié des chômeurs et les plus de 25 ans, parents pour les moins de 25 ans. Quant à ceux qui perçoivent une indemnité, la moitié d'entre eux touchent moins de 3 000 F par mois.

En fait, le revenu moyen des foyers dans lesquels il y a des chômeurs est de 5 150 F. Ils ont dû réduire leurs dépenses vestimentaires (pour 73 % d'entre eux), renoncer à partir en vacances (pour 52 %) et même 45 % des chômeurs interrogés ont réduit leur budget alimentaire.

Ils ne font pas plus confiance à la droite qu'à la gauche pour résoudre le problème du chômage.

Enfin, ils se disent prêts,

pour retrouver un emploi, à accepter un travail moins qualifié (pour 56 % des hommes et 62 % des femmes), à gagner moins (49 % des hommes et 52 % des femmes), à avoir des horaires moins favorables (75 % des hommes et 50 % des femmes) et à travailler le week-end (57 % des hommes et 40 % des femmes).

Des résultats somme toute accablants. Même si la misère noire n'est pas encore le lot de la majorité des chômeurs, ceux-ci voient leurs conditions d'existence se dégrader considérablement. Le chômeur vivant bien de ses allocations et refusant de travailler alors que les emplois lui tendent les bras n'est rien d'autre qu'une légende imbécile.

Sylvie MARECHAL.

DÉCENTRALISATION

Transferts de fonds

Le quotidien patronal *Les Echos* du 6 mars fait état d'un projet de loi introduisant une réforme des transports parisiens. Un tel projet, déjà dans les cartons du gouvernement précédent en 1979 et aujourd'hui repris par la gauche, a pour but de désengager l'Etat et de confier au Conseil régional de l'Ile-de-France la responsabilité de la politique des transports en région parisienne. Décentralisation socialiste oblige !

Il serait créé un Syndicat des transports de l'Ile-de-France, dont le conseil syndical, « établissement public, ne

serait composé que d'élus (30 au minimum, 50 au maximum), moitié de la région, moitié des départements concernés dont Paris » (projet de loi cité par *Les Echos* du 6 mars).

Ce nouveau Syndicat, émanation du Conseil régional, percevrait une partie de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), définirait la politique des transports en commun en région parisienne et déciderait, bien entendu, de la hausse du prix des billets RATP et SNCF.

Bien que ce cadeau puisse apparaître empoisonné — le transfert de responsabilité

peut signifier un transfert d'impopularité — il est bien trop gros (près de 20 milliards et un poids politique important) pour laisser Michel Giraud, l'actuel président RPR du Conseil régional et à ce titre futur président du futur Syndicat des transports de l'Ile-de-France, indifférent... et encore moins hostile. Il est pour assumer cette responsabilité. Et depuis toujours (*Les Echos* du 7-3) : « Le Conseil régional a souhaité depuis l'origine — c'est-à-dire depuis le vote de la loi du 6 mai 1976, transférant à la région la responsabilité des transports en com-

mun en Ile-de-France — que ce transfert de responsabilité soit effectif. » Et ce que veut Giraud, c'est tout le pouvoir : « Même si la RATP et la SNCF banlieue restent des entreprises nationales, nous voulons avoir une vraie autorité de négociation pour choisir les orientations de la politique des transports. » (*Le Monde* du 8-3).

Pour Giraud et ses proches, voilà un bien gros gâteau. Le budget de la seule RATP égale celui de la ville de Paris (bonjour Chirac !). Et celui des transports parisiens est de

19,5 milliards de francs, soit environ cinq fois celui du Conseil régional de l'Ile-de-France.

Beaucoup d'argent, beaucoup d'influences, beaucoup de relations en perspective...

Alors, c'est peut-être le journal *Les Echos* qui a raison quand il titre, le mercredi 7 mars, qu'entre Michel Giraud et Charles Fiterman, entre le jeune notable RPR et le ministre communiste, serait passé « le doux frisson des amours coupables » !

Gilbert MAQUIS.

Quand tu m'disais, Valéry, que tu m'aimais...



Déjà un lecteur.

(AFP)

Valéry Giscard d'Estaing semble dans un état inquiétant. Tant son tout dernier livre que ses propos à l'émission *L'heure de vérité* d'Antenne 2 révèlent une certaine confusion de la pensée et des sentiments.

Il se propose de « répondre aux aspirations de deux Français sur trois » et n'attend pourtant d'être lu que de 0,25 % d'entre eux !

Il affirme : « Je ne suis pas venu du tout parler du passé » ; « Je ne suis pas dans l'actualité » et « Je ne suis pas à la recherche du pouvoir » ! Il est dans la nature, littéralement : « Mon livre a été écrit loin du pouvoir, dans la solitude et la réflexion, dans le calme de la merveilleuse campagne française que l'hiver a dessiné en fins traits noirs et où maintenant les jeunes pousses commencent à verdifier la transparence des bois » !

L'ex-président reste sous le coup de ses amours contrariés avec la France, cruelle amante, dont il nous avoue qu'en mai 1981 « elle ne se sentait pas à l'aise, elle était malheureuse, elle voulait sortir de la crise, elle ne savait pas comment en sortir, elle s'est retournée dans son lit et, à ce moment-là, on ne s'occupe pas de savoir qui on dérange ou qui on écrase »...

Pauvre Giscard, dérangé, écrasé, chassé du lit de Marianne ! Il poursuit, vraiment obsédé : « La vraie politique c'est la vie commune... un peu de son affectivité » !

Il voudrait tant revenir dormir à l'Elysée.

Les épargnants français en Suisse sont épargnés !

Le *Canard enchaîné* récidive. Il avait révélé déjà, au cours des derniers mois, que les autorités avaient eu connaissance d'un certain nombre de Français, pas précisément pauvres, qui avaient illégalement transféré leur magot en Suisse.

Dans son dernier numéro du 7 mars, il remet ça, en signalant que les douanes auraient obtenu — par quels moyens, on l'ignore — une liste codée de clients français à la Caisse d'épargne de Genève. Le temps de décrypter le message, et voilà trois mille honorables citoyens qui vont plonger dans l'enfer des « redressements ». Car on s'arrange discrètement, dans ce beau monde : les douaniers, nous rappelle le *Canard*, rendent visite aux fraudeurs et

s'arrangent grâce au moyen, parfaitement légal, d'une « transaction ». Sinon, la justice est saisie. Elle l'est rarement : les intéressés préfèrent l'arrangement. On les comprend. Ils gardent ainsi l'anonymat !

Mais nous, on aimerait tout de même savoir. Qui sont au juste ces quidams qui font fructifier leur épargne en Suisse ? Les mêmes qui déclarent qu'il faut investir en France, qui se plaignent que les ouvriers sont trop gourmands ?

On voudrait bien savoir. On est curieux. Les affaires précédentes du même genre se sont réglées dans un calme feutré. On veut des noms ! A bas la société anonyme !

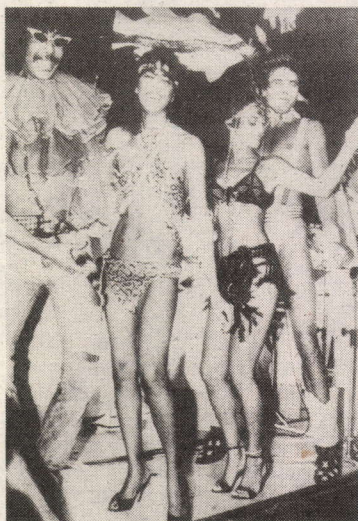
A. V.

Misère sur un rythme de samba

Le Brésil est en carnaval. Dans le pays sous-développé le plus endetté du monde (près de 100 milliards de dollars), où la famine ravage des populations entières, la fête et la samba devraient faire oublier la misère cinq jours durant. C'est ce que la grande presse nous dit.

A Rio, 30 000 policiers ont été mobilisés pour protéger les festivités et... les touristes en mal d'exotisme. Le carnaval a déjà fait 186 morts, contre 132 officiellement dénombrés l'année dernière. Victimes d'agressions, abus d'alcool, accidents divers. Mais c'est le folklore, dit-on !

Une nouveauté cette année, un gadget conçu par l'architecte Niemeyer : le « sambodrome », une vaste esplanade de 700 mètres de long, bordée de gradins pouvant accueillir 250 000 personnes en trois jours, et sur laquelle défilent les célèbres écoles de danse. Coût de l'opération : 15 millions de dollars ! Les loges



(AFP)

les mieux placées de ce sambodrome seront adjugées jusqu'à 24 000 dollars, soit 48 ans du salaire minimum brésilien.

Alors, la fête sera pleine et totale lorsque les pauvres du Brésil feront danser à leur tempo les nantis et les privilégiés qui aujourd'hui les affament.

S. H.

La mort d'une famille turque

Le dimanche 4 mars, un couple et leurs deux enfants sont morts dans le tunnel ferroviaire du Fréjus, déchiquetés par un train.

Le père, travailleur turc, maçon à Strasbourg depuis 1973, avait essayé le 2 mars de faire entrer en France sa femme et leurs 5 enfants, mais sa famille avait été refoulée vers l'Italie.

Aussi c'est clandestinement qu'Osman Coci tentait deux jours plus tard de faire pénétrer sa femme et ses deux filles aînées de 9

et 10 ans. Des amis avaient fait passer leurs trois plus jeunes enfants, cachés dans une voiture.

Le père, la mère et les deux filles devaient donc parcourir douze kilomètres dans un tunnel conçu uniquement pour le passage des trains, dans l'obscurité et le froid, sans aération, dans un étroit passage de 70 cm avec de temps en temps un abri le long du mur. C'est à 200 mètres de la sortie du tunnel que la famille a été fauchée.

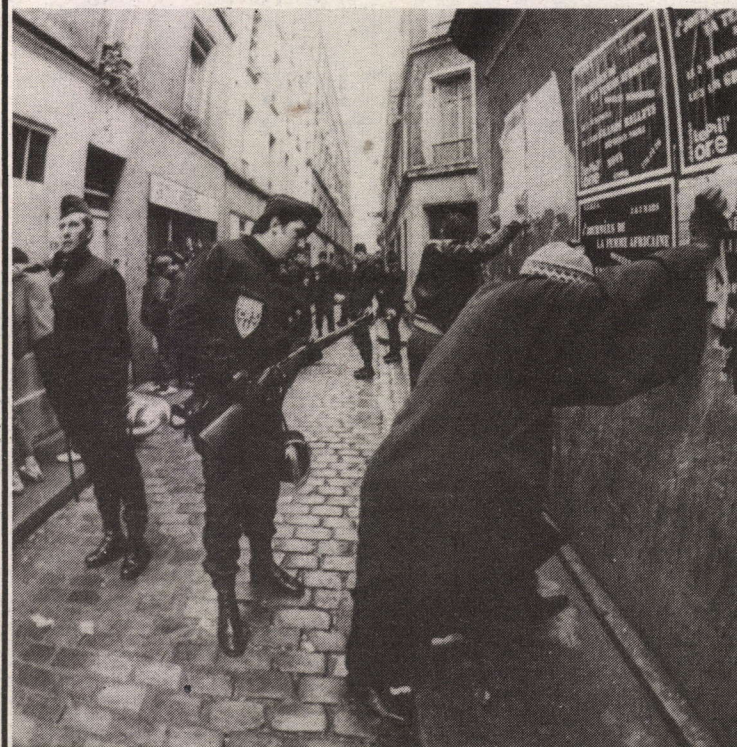
Etat de siège à Paris ?

Les photos ci-dessous sont éloquentes. Elles montrent quelques aspects de la descente policière du 5 mars dans l'îlot Chalon, à côté de la gare de Lyon à Paris. On croirait une scène de guerre. Les cent-vingt policiers et CRS ont aligné les habitants — des immigrés surtout — les mains en l'air contre les murs. Et les photos ne montrent pas les coups de pied dans les portes, les volets arrachés à l'aide de pieds-de-biche, les meubles renversés, les effets piétinés, les injures, les bras tordus dans le dos.

La recherche de la drogue, motif de l'opération, est un prétexte. On en a trouvé, évidemment,

mais pourquoi coller tout un quartier au mur pour trouver de la drogue ? Il existe sans doute des trafiquants dans le quartier dont bien des habitants aimeraient être débarrassés. Mais des trafiquants, il en existe aussi à Neuilly et Passy chez la jeunesse dorée des beaux quartiers où l'on ne voit pourtant pas de telles scènes.

Il s'agit bien d'une sorte d'opération de guerre contre les habitants, squatters ou non, de l'îlot Chalon, contre les immigrés en général, qu'on veut faire partir de ce quartier. Et rapidement car il existe des projets de rénovation !



(AFP)

La fondation du Néo-Destour coïncide avec les premières luttes ouvrières

LA FONDATION DU NÉO-DESTOUR

Le « Destour », en arabe « Constitution », était dans les années 1920 un parti issu de la bourgeoisie tunisienne (la Tunisie était alors colonie française) revendiquant la possibilité pour des Tunisiens d'accéder à des postes de responsabilité dans la fonction publique. Bourguiba y adhéra en 1927, après des études de droit et de sciences politiques à Paris, d'où il revint avocat.

Le 2 mars 1934, Bourguiba prenait l'initiative de la rupture, en convoquant le congrès de Ksar Hellal, où fut fondé le « Néo-Destour », le nouveau Destour.

Politiquement, le Néo-Destour reprochait aux « archéo-Destour » d'être des fanatiques de l'indépendance totale et immédiate, et se montrait conciliant vis-à-vis des autorités françaises. L'un des premiers gestes politiques de Bourguiba, qui lui valut l'accusation de « trahison », fut d'appeler les Tunisiens à une manifestation de soutien... au résident général Peyrouton, qui venait de diminuer les traitements des fonctionnaires français en Tunisie.

Bourguiba insistait pour qu'on ne le confonde pas avec « des anarchistes ou des communistes coloniaux » et rejetait « les théories révolutionnaires, fruits amers de la colonisation » (Action Tunisienne 5.5.1933).

En août 1936, il se rendait à Paris pour présenter son programme aux parlementaires. Ses points principaux : « l'arrêt de la colonisation officielle », « la suppression du tiers colonial » (indemnité versée aux fonctionnaires français); « l'instauration d'un régime constitutionnel et démocratique », étant entendu que « l'idéal normal, logique et nécessaire du peuple tunisien est de réaliser un jour son indépendance ». Un jour... « Sur le problème des intérêts français, précisait Bourguiba, comme sur ceux du contenu et du calendrier des étapes, le Néo-Destour est prêt à faire beaucoup de concessions ».

UN PARTI NATIONALISTE ET POPULAIRE

A la différence du vieux Destour, Bourguiba parvint à faire du Néo-Destour un large rassemblement, à lui donner une assise populaire. Bourguiba se félicitait que le parti, en 1954, « a tout sacrifié au souci de rallier à la petite-bourgeoisie - épine dorsale du parti - la grande bourgeoisie tunisienne, que certains rejetaient comme pourrie, les ouvriers pour lesquels cette même bourgeoisie n'éprouvait que mépris, enfin les

notables et même les chefs de confrérie qui étaient en Tunisie - et le sont encore d'ailleurs - les fidèles piliers du colonialisme français ».

LA CLASSE OUVRIÈRE ENTRE EN SCÈNE

La colonisation s'était traduite par la constitution d'un prolétariat agricole (céréales, vignes, oliviers). Parallèlement, se constituait aussi un prolétariat industriel autour des mines de phosphates (Metlaoui, Redeyef, Moularès, Mdilla), des mines de fer (Djérissa), de plomb et de zinc. Les travailleurs se concentraient également autour des installations portuaires, dans les chemins de fer qui se développaient dans les premières années du siècle, destinés à l'évacuation des richesses exploitées par la puissance coloniale.

Cette classe ouvrière, récemment constituée, réagit vivement aux effets de la crise qui toucha la Tunisie au début des années 1930. Ses premières manifestations coïncidèrent avec l'apparition du Néo-Destour. Celui-ci profita notamment du répit dans la répression qui lui apporta le Front Populaire et étoffa son recrutement : 400 cellules, une organisation syndicale, la Confédération Générale des Travailleurs Tunisiens (CGTT), mouvements de jeunesse ou sportifs... Le Néo-Destour compta bientôt 100.000 membres, dépassant de loin le vieux Destour mais aussi le Parti Communiste Tunisien.

A la chute du gouvernement Blum, en juin 1937, des grèves éclatèrent à Metlaoui et Mdilla, près de Gafsa. La troupe fut envoyée et réprima dans le sang. Début 1938, une vague de manifestations se développa dans le pays. Le 8 avril, Salah Ben Youssef et le Dr Slimane Ben Slimane, leaders du parti, ayant été

arrêtés, le Destour appela à la grève : ce fut un succès. Le lendemain, une manifestation spontanée se heurta à la police devant le palais de justice : celle-ci tira faisant 30 morts. L'état de siège était proclamé, et plusieurs milliers de destouriens furent arrêtés.

Ainsi, le Néo-Destour parvint-il à capitaliser les premières luttes ouvrières. Après la guerre, Ferhat Hached impulsa la centrale syndicale, qui regroupa 100.000 adhérents en 1948. Le parti regroupa alors, directement ou indirectement, dans l'une ou l'autre de ses organisations, près d'un demi-million de Tunisiens.

Ainsi, ce fut au nom d'une politique nationaliste, tous intérêts de classe prétendument confondus, que les ouvriers et les paysans pauvres luttèrent dans le Néo-Destour. Mais cette période fut au moins celle d'un long apprentissage de luttes grévistes, d'organisation et de résistance à l'oppression sociale et coloniale et aux vagues de répression.

L'agitation redoubla d'ampleur après la Deuxième Guerre Mondiale. Le 29 novembre 1951, Tunis connaissait une grève générale. Bourguiba et d'autres dirigeants ayant été arrêtés, une nouvelle grève générale eut lieu le 18 janvier 1952. La répression coloniale fut alors féroce : le général Garbay entreprit un « ratisage » au Cap-Bon, qui se solda par 200 morts, des centaines d'emprisonnements.

L'INDEPENDANCE

En cette année 1952, apparurent les premiers groupes terroristes et aussi les premiers fellaghas : commandos de résistance armés, par groupes de 15 à 20 hommes, mobiles, insaisissables. Ils sont 2500 à tenir en

Curieux anniversaire pour le président-dictateur Bourguiba, ce 2 mars 1984, à Ksar Hellal. Pendant qu'il célébrait le cinquantième anniversaire de la fondation du Néo-Destour, il interdisait à 200 km de là, à Metlaoui, la tenue d'un meeting commémoratif d'une grève sanglante que soutenait le Néo-Destour en 1937.

Amer anniversaire ainsi, puisqu'une première fois déjà le programme des festivités programmées pour ce cinquantième anniversaire avait été interrompu par les « révoltes du pain », révoltes populaires toutes récentes qui établissaient de la façon la plus criante que le parti de Bourguiba avait perdu l'assise populaire qui avait fait sa force plusieurs décennies plus tôt.



Bourguiba, un demi-siècle après la fondation du Néo-Destour. (Ph. SIPA PRESS)

échec d'importantes troupes dans le Centre et le Nord.

« L'impasse est là », déclarait le Néo-Destour en juillet 1954. Et il proposait clairement de monnayer les luttes populaires : « Le jour où la France renoncera à cette politique d'annexion déguisée et fera entendre raison à ses ressortissants établis en Tunisie, elle trouvera Bourguiba prêt à mettre tout son prestige, toute son autorité dans la balance, en vue d'emporter l'adhésion du peuple tunisien à une solution d'équilibre ».

La France « renonça », par la bouche de Pierre Mendès France, qui venait d'arriver au pouvoir, le 18 juin 1954, à la suite de la défaite de l'impérialisme français en Indochine, à Dien-Bien-Phu.

Mais il ne s'agissait que d'une déclaration de plus. Ce fut le début du conflit algérien à partir de novembre 1954 qui accéléra le processus. Devant le risque d'un

embrasement de tout le Maghreb, les gouvernements français reconnaissaient successivement l'indépendance du Maroc (6 novembre 1955) puis de la Tunisie (20 mars 1956).

La popularité acquise par le Néo-Destour dans sa lutte pour l'indépendance devait lui accorder une paix sociale de près d'une vingtaine d'années. Une paix mise à profit par la bourgeoisie tunisienne pour tenter de développer le pays sur des bases capitalistes et sur le dos des masses travailleuses tunisiennes.

Mais cette immense popularité de Bourguiba, qui lui a permis de s'appuyer sur les masses populaires avant et après l'indépendance, semble maintenant fortement érodée. Aujourd'hui, c'est contre le régime lui-même que les masses se révoltent.

Hervé MARTIN



Le visage de la Tunisie moderne : procès d'enseignants et d'étudiants en 1968...

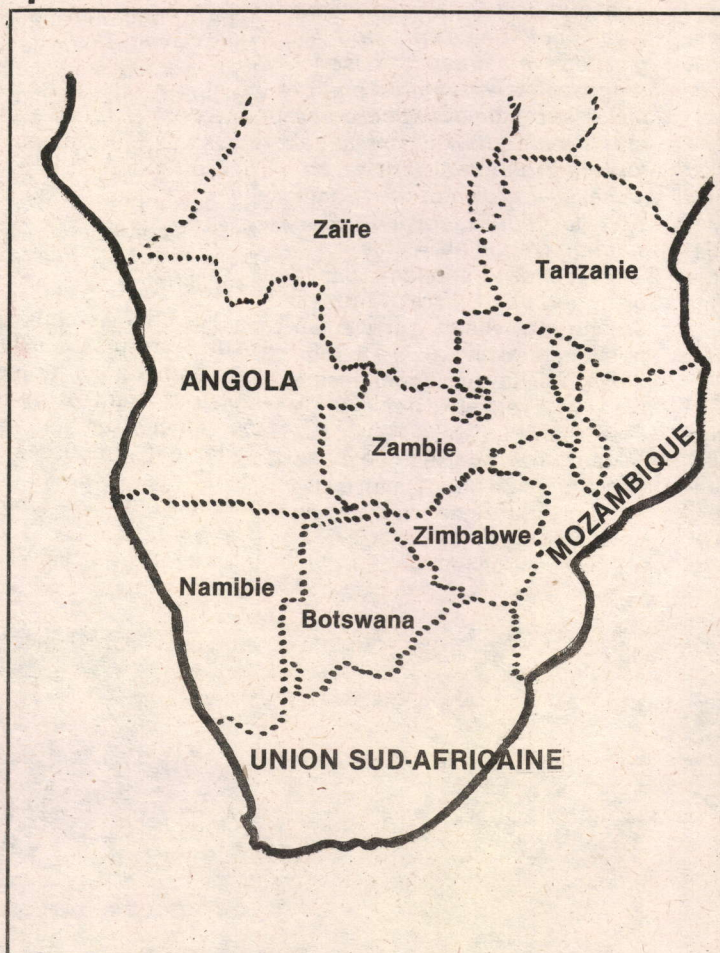


... Quadrillage militaire à Tunis à la suite des émeutes sanglantes de 1978. (AFP)

Accords de l'Angola avec l'Afrique



Lors de l'accession à l'indépendance, le Mozambique héritait d'une situation de dépendance économique totale par rapport à l'impérialisme. (Ph. NORMA)



Le Conseil des ministres du Mozambique a approuvé à l'unanimité les termes d'un accord de non-agression et de bon voisinage négocié le 20 février dernier avec une délégation sud-africaine, conduite par le ministre des Affaires étrangères Botha.

A cette occasion, le porte-parole du gouvernement mozambicain s'est félicité de « cette grande victoire pour la paix, la stabilité, le bon voisinage et le progrès ».

Aux termes de cet accord, les dirigeants du Mozambique cesseraient d'apporter leur soutien à l'ANC (Congrès National Africain), principal mouvement noir d'opposition au régime sud-africain. En échange de quoi, le gouvernement de Pretoria cesserait de soutenir le MNR (Mouvement National de Résistance), mouvement de guérilla contre le gouvernement mozambicain de Samora Machel.

Cet accord fait suite à celui du 16 février, conclu entre l'Afrique du Sud et l'Angola et qui prévoit, outre un cessez-le-feu : d'une part, le retrait progressif des troupes sud-africaines des zones qu'elles occupent au sud de l'Angola et, à terme, la fin de l'aide apportée par l'Afrique du Sud aux guérillas de l'UNITA contre le régime angolais. D'autre part, en retour, l'Angola cesserait de servir de base aux guérillas de la SWAPO contre la mainmise sud-africaine sur la Namibie.

Ces accords, qui visent à mettre fin à l'état de guerre, direct ou par guérillas interposées, entre l'Angola et le Mozambique d'une part, l'Afrique du Sud de l'autre, ont été réalisés sous les auspices des représentants de Reagan.

Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, participait d'ailleurs aux négociations entre l'Afrique du Sud et l'Angola.

Et l'accord avec le Mozambique avait été précédé d'un chassé-croisé de diplomates et de ministres entre les Etats-Unis et le Mozambique.

UN RETOURNEMENT DE SITUATION

Ces deux accords qui, dit-on, en annoncent d'autres, notamment économiques, peuvent apparaître comme un véritable renversement de situation.

En effet l'Angola et le Mozambique apparaissaient jusque-là comme les chefs de file des Etats africains de la « ligne de front », dirigée contre le régime raciste d'Afrique du Sud.

Et, depuis leur indépendance, les deux anciennes colonies portugaises, devenues « démocraties populaires », avec des régimes se réclamant du marxisme-léninisme, avaient recherché, face à l'hostilité du camp impérialiste, l'appui du camp russe.

Ainsi, c'est en URSS que les officiers angolais étaient formés. C'est l'URSS aussi qui fournissait le matériel militaire (d'ailleurs contre dollars sonnants et trébuchants). Et, à côté des militaires et experts russes, 25 000 soldats cubains stationnent toujours en Angola.

C'est d'ailleurs l'aide militaire de l'URSS et de Cuba qui, en 1975, avait permis au MPLA de l'emporter sur ses rivaux de l'UNITA et du FLNA soutenus, eux, par les USA et l'intervention militaire directe des troupes sud-africaines.

LA SANCTION D'UN RAPPORT DE FORCE ÉCONOMIQUE ET MILITAIRE DÉFAVORABLE À L'ANGOLA ET AU MOZAMBIQUE...

Alors, pourquoi un tel renversement de situation ?

D'abord, il sanctionne manifestement un rapport de force, défavorable aux deux anciennes colonies portugaises, sur le plan militaire et sur le plan économique.

En Angola, les activités militaires de l'UNITA, fortement entretenues — à tous les sens du terme — par l'Afrique du Sud, touchent les deux tiers du pays, où toute l'activité économique est pratiquement paralysée. Et l'armée sud-africaine a effectué en Angola, année après année, une série de raids meurtriers et dévastateurs (le coût des destructions d'infrastructures économiques atteindrait 10 mil-

liards de dollars). Enfin, depuis juillet 1982, l'armée sud-africaine occupe une bande de territoire au sud du pays. Au total, 600 000 personnes (soit un Angolais sur dix) ont dû fuir les régions touchées par la guerre.

Et l'Angola, dont l'armée est en passe de devenir, avec 100 000 hommes, numériquement l'une des plus importantes d'Afrique, consacre 80 % de son budget aux dépenses militaires.

Même chose au Mozambique où le MNR, formé, armé, encadré par l'Afrique du Sud, sème la terreur dans les deux tiers du pays et vise, par des actions de sabotage, à paralyser la vie économique.

En Angola et au Mozambique, la situation économique aussi est catastrophique; encore aggravée d'ailleurs au Mozambique par quatre années de sécheresse et par une famine qui a décimé des dizaines de milliers de personnes.

Mais cette contrainte militaire ne fait que s'ajouter à la contrainte économique.

Quand ils accédèrent à l'indépendance, le Mozambique et

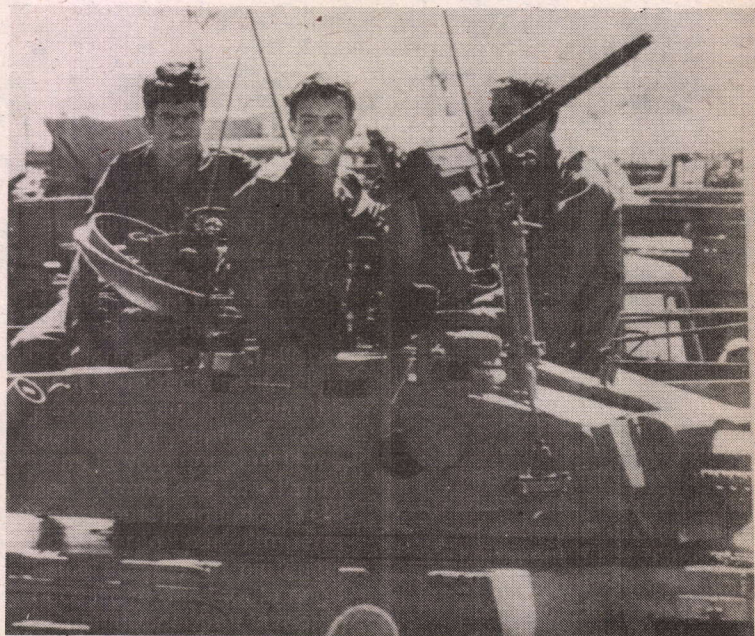
l'Angola héritaient d'une situation de dépendance économique totale par rapport aux Etats impérialistes, au premier rang desquels l'Afrique du Sud voisine.

L'économie du Mozambique vivait essentiellement du transit des produits sud-africains par le port de Maputo et des salaires des mineurs mozambicains employés dans les mines sud-africaines. Et tout ce que l'indépendance a changé de ce point de vue, c'est que le trafic du port a diminué des 4/5 et le nombre des mineurs des trois quarts.

Le barrage géant de Cabora Bassa, sur le Zambèze, est à lui seul le symbole de cette dépendance: construit pour fournir l'électricité aux zones industrielles du Transvaal, en Afrique du Sud, il est relié par câble à Pretoria; et c'est à Pretoria que l'électricité, venue du Mozambique, est transformée en 220 V, pour être renvoyée vers Maputo.

En 1978 d'ailleurs, le Mozambique signait un accord de coopération économique avec l'Afrique du Sud.

Du côté de l'Angola, plus riche, une société sud-africaine,



Soldats sud-africains en Angola en août 1981.

(AFP)

et du Mozambique ue du Sud

parmi d'autres, la De Beers, y exploite des mines de diamant. Et c'est une société américaine, la Gulf Oil, qui se taille la part du lion de la production pétrolière (qui fournit à l'Angola 91% de ses ressources en devises). Et si l'Angola a fait appel à des experts et techniciens cubains, bulgares, allemands de l'Est ou russes, elle a fait appel aussi aux anciens colonisateurs portugais qui, au titre de la « coopération », ont opéré un retour en force.

...ET FAVORABLE A L'AFRIQUE DU SUD ET A L'IMPÉRIALISME

L'instrument direct de cette contrainte, militaro-économique, à l'encontre du Mozambique et de l'Angola — comme d'ailleurs des autres Etats de la région — c'est l'Afrique du Sud, pays riche parmi les pays pauvres, tête de pont et gendarme de l'impérialisme en Afrique australe.

Après avoir, pendant presque dix ans, par guérillas interposées ou par la pression de ses interventions militaires dévastatrices, tenté — sans succès — d'abattre des régimes qui lui étaient hostiles, l'Afrique du Sud fait aujourd'hui le choix de composer avec eux. Elle le fait dans une position de force, la force que donne la puissance économique et le soutien de l'impérialisme.

LA FIN D'UNE PÉRIODE

De ce point de vue, les accords d'aujourd'hui semblent marquer un tournant en Afrique australe et la fin d'une période. Période marquée par une série de révoltes contre la domination blanche: contre la domination ouvertement coloniale du Portugal sur l'Angola et le Mozambique, ou contre une colonisation interne, celle des Noirs dans l'Afrique du Sud et la Rhodésie blanches.

Car, après le Mozambique et l'Angola en 1975, il y a eu: la révolte de Soweto en 1976, puis l'éviction du pouvoir blanc de Rhodésie qui, sous la direction d'un Noir, Mugabe, devenait en 1980 le Zimbabwe.

L'ÉCHEC DE LA RÉVOLTE MAIS LA FAILLITE D'UNE POLITIQUE

Aujourd'hui, le vent a tourné et les dirigeants de l'Angola et du Mozambique négocient le statu quo.

Mais, si échec il y a, il s'agit moins de celui de la révolte des populations noires contre la domination blanche que de l'échec de dirigeants nationalistes et de leur politique.

Car c'est leur politique qui a conduit à ce résultat.

Ces dirigeants, s'ils ont chassé les Blancs des pouvoirs en place dans leur pays, sont loin d'avoir supprimé le pouvoir des Blancs sur leur pays: celui des capitalistes, des banquiers, des militaires d'Afrique du Sud ou des pays occidentaux.

En arrivant au pouvoir, en remplaçant des dirigeants blancs par des dirigeants noirs — ce qui n'était que justice — ils héritaient aussi d'une situation de dépendance, de subordination, celle des pays pauvres par rapport aux pays riches. Et ils ne la supprimaient pas.

Pour secouer ce joug, il leur aurait fallu vouloir aller plus loin, vouloir faire de leur victoire le point de départ d'un mouvement de mobilisation des pauvres contre les riches, des Noirs du Mozambique, de l'Angola, mais aussi, pourquoi pas, de l'Afrique du Sud, contre les exploités impérialistes. Peut-être n'auraient-ils pas réussi. Mais ils n'ont pas essayé.

Ils ont laissé croire aux pauvres, aux travailleurs, qu'il suffisait de remplacer des dirigeants blancs par des dirigeants noirs. Ce faisant, ils se sont taillé pour eux-mêmes une petite place à l'intérieur d'un système où les pays riches en laissent à quelques larbins de couleur, mais pas aux masses déshéritées.

Faute de combattre l'impérialisme — si ce n'est en paroles, en s'affublant d'étiquettes prétendues marxistes — ces régimes nationalistes, comme bien d'autres avant eux, ont été contraints de composer avec l'impérialisme, c'est-à-dire en fait de se soumettre à sa loi, ses lois économiques et sa force militaire. Et l'impérialisme, en Afrique australe, a le visage du régime raciste de l'Afrique du Sud. Le visage de l'Apartheid.

L'APARTHEID, N'EST PAS UNE DOMINATION IMPÉRIALISTE TELLEMENT SPÉCIALE

Mais, n'en déplaise à ceux qui présentent l'Apartheid comme le diable, les dirigeants d'Angola et du Mozambique qui composent aujourd'hui avec l'Afrique du Sud ne font rien d'autre — pas pire — que tous les dirigeants nationalistes qui règnent à l'ombre de l'impérialisme américain, français ou autre.

Les mêmes chefs d'Etats africains qui n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser le régime de l'Apartheid acceptent la domination de l'impérialisme sur leur pays, un impérialisme tout aussi blanc et raciste, dont ils sont les complices et les relais. Les populations du Gabon, du Cameroun ou du Nigeria ne sont pas moins misérables, moins victimes de la famine et de l'oppression que celles de

l'Afrique du Sud. Et dans les grandes villes du Sénégal ou de Côte d'Ivoire, il y a aussi les quartiers blancs, des quartiers réservés, des quartiers riches où ne vivent pas les Noirs; cantonnés dans les ghettos des quartiers pauvres. La différence, c'est que la ségrégation n'est pas de droit. Elle est seulement de fait. L'argent impose sa loi. Mais la même loi. Une loi qui, même si elle permet à quelques Noirs de franchir la frontière n'est pas moins dure pour la grande majorité.

UN RETOURNEMENT ET UNE STABILISATION FRAGILES

Alors, les accords signés aboutiront-ils à stabiliser la situation en Afrique australe ?

Reste à savoir dans quelle mesure chacun des protagonistes jouera le jeu; dans quelle mesure l'Afrique du Sud par exemple ne continuera pas, à plus ou moins long terme, à favoriser en sous-main les guérillas antigouvernementales en Angola et au Mozambique; ou les régimes d'Angola et du Mozambique à appuyer, de la même façon qu'auparavant ou d'une autre façon, l'ANC et la SWAPO.

Mais surtout, cette stabilisation ne dépend pas que des parties en présence autour des tables de négociation.

Sans doute, si l'accord est appliqué, l'ANC et la SWAPO se trouveront privées de leurs bases, dans une position plus difficile.

Cela dit, la révolte des travailleurs Noirs et des populations pauvres d'Afrique australe ne dépend pas des seuls marchandages diplomatiques, présents ou futurs. Le problème, celui de l'oppression, non pas des Noirs par les Blancs, mais surtout des pauvres par les riches, n'est pas réglé. C'est lui qui rend la situation explosive. Et c'est lui qui peut mettre le feu aux poudres.

Et rien ne dit que dans un mois, dans un an, une nouvelle explosion de colère des Noirs d'Afrique du Sud, de Namibie du Mozambique et de l'Angola ne rendra pas caducs les fragiles accords signés.



Les suites d'un raid sud-africain à Maputo, au Mozambique. (AFP)

LIBAN

La Syrie marque des points



Gemayel en compagnie d'Assad, à Damas, sous l'emblème syrien. (AFP)

Ainsi au Liban les Américains, décidés à retirer leurs troupes pour ne pas avoir à se lancer dans une escalade guerrière coûteuse en hommes et mal vue, de ce fait, par leur opinion publique, et les Français, bien forcés de les suivre, se sont ou sont en train de se désengager militairement. Et ce faisant, ils ont offert à la Syrie la possibilité de jouer le rôle auquel elle est candidate de longue date: celui d'un tuteur capable de présider à un règlement de ce qu'on appelle maintenant le conflit « libano-libanais ».

En quelques jours, on a vu Amin Gemayel — le dirigeant phalangiste chrétien, ex-allié d'Israël — se rendre à Damas, c'est-à-dire accepter de faire allégeance à la Syrie; le Parlement libanais dénoncer l'accord signé entre le Liban, Israël et les Etats-Unis le 17 mai dernier; et le président syrien Assad s'employer à convaincre les principaux chefs de l'opposition à Gemayel, — Walid Joumblatt, le leader des Druzes, et Nebib Berri, le chef du mouvement chiite Amal — d'accepter de participer à la conférence de réconciliation qui doit se tenir en Suisse.

La Syrie est donc apparue comme capable à la fois d'amener à composition Gemayel, et d'amener les chefs de l'opposition à accepter de reconnaître celui-ci, dont ils demandaient jusque-là le départ et même la condamnation.

Ces opposants auraient sans doute su se montrer raisonnables plus tôt, et sans doute le désiraient-ils. Mais la politique de Gemayel et du Parti phalangiste, décidés à investir l'Etat libanais et à imposer leur loi, ne leur en avait pas donné la possibilité. Il aura fallu près de deux ans à Gemayel pour admettre que son parti, les Phalanges chrétiennes, ne pourrait pas avoir le dessus, même avec la victoire militaire d'Is-

raël et l'appui moral et militaire des Etats-Unis et de la France.

Ceci dit, si c'est bien contraint et forcé que Gemayel a renoncé au soutien d'Israël, tout laisse à penser que, comme en 1976, la Syrie est en train d'intervenir pour stabiliser la situation en offrant au parti maronite chrétien des garanties importantes concernant son existence et son rôle politique.

Alors, à la conférence qui doit se tenir à Lausanne, on verra peut-être les représentants des différentes factions libanaises s'asseoir ensemble à la table des négociations et prévoir un certain nombre de réformes plus favorables aux Musulmans.

Encore faudra-t-il que les groupes les plus décidés des deux camps — dans le camp chrétien l'aile ultra des Phalanges ou dans le camp musulman le Jihad Islami (le groupe qui revendique les attentats contre les Français) — acceptent de respecter les accords qui sortiraient des négociations. Ce qui n'est nullement garanti. Si on parle d'accord, d'entente, ce sont toujours les armes qui parlent à Beyrouth.

Cela dit, le retournement d'alliances qui s'est opéré au Liban consacre l'échec de la politique israélienne. Le gouvernement israélien apparaît plus que jamais avoir mené une guerre pour rien, sans avoir réussi à établir au Liban un régime qui lui soit favorable, sans même avoir réussi à imposer l'objectif qu'il s'était officiellement fixé: la sécurité de ses frontières.

Quant à la Syrie, si elle parvient à un règlement, même provisoire, au Liban, elle aura marqué un point, et avancé dans la voie qui peut la mener, comme elle en a l'ambition depuis longtemps, à être considérée par l'impérialisme comme un partenaire nécessaire dans toute négociation concernant la région.

THOMSON - GENNEVILLIERS (92)

400 suppressions d'emplois dans la Vidéo professionnelle

A peine 8 semaines après avoir coupé l'usine de radio-télévision à Gennevilliers en 3 petites usines (« pour que ça aille mieux », nous disait-on), les directions se lancent dans une attaque contre le personnel. Elles annoncent 400 suppressions d'emplois sur 1 600, dans les secteurs concernés.

Le personnel de Thomson-Gennevilliers compte plus de 3 000 personnes mais appartient en fait à plusieurs divisions différentes dont certaines sont rattachées à des usines situées à Chatou ou dans d'autres lieux ! Les directions ne veulent pas en dire plus pour le moment. Mais on sait tous que l'on ne peut pas trouver autant de pré-retraités, et il faudra attendre fin mars pour savoir ce qu'on nous réserve.

C'est au 1^{er} janvier que s'est mise en place une super-restructuration qui divise l'usine en 3 parties autonomes :

1. - le secteur vidéo qui produit tout pour la télé couleurs professionnelle, qui fait « l'image de marque » Thomson : « Jeux Olympiques : Thomson signera l'image ». Avec ses 900 salariés, il y en aurait 100 de trop ;

2. - le secteur émetteurs TV avec 500 personnes : il y en aurait 200 de trop ;

3. - le secteur radio-émission avec 350 personnes : il y en aurait 100 de trop !

Cette usine à Gennevilliers est une des rares du trust Thomson à ne pas produire pour l'armée.

La vidéo professionnelle et les émetteurs TV, bientôt dépassés par les satellites, ne seront peut-être plus d'une bonne rentabilité capitaliste. A la Thomson comme ailleurs, on est en train de voir de près cette



fameuse politique de « modernisation industrielle » vantée par le gouvernement : elle passe par la mise à la porte du personnel pour préserver les profits.

Et à la Thomson nationalisée, qui vient de recevoir un milliard de subventions pour cela, c'est le gouvernement qui l'organise directement avec son P-DG socialiste.

En annonçant un « plan social » (formule à la mode pour parler de licenciements) pour la fin du mois, les directions comptent sans doute qu'on attendra calmement en espérant qu'avec des mutations, des stages de formation, on arrivera sans gros dommages aux 400 ! Mais cela discute beaucoup parmi les 1 600 personnes concernées par ce fameux « plan social ». Et il n'est pas évident que le calme règne ces prochains

semaines dans ces secteurs-là.

Les syndicats ont proposé dans des assemblées du personnel d'aller manifester jeudi 8 mars au siège de la Thomson, boulevard Haussmann, pendant la réunion du Comité de groupe présidée par le P-DG Gomez. Cette première initiative semble avoir de l'écho.

Correspondant LO

Le mur du çon

200 millions de travaux à G3 pour couper l'usine en deux !

Un mur de plâtre traverse les vestiaires et même le lavabo pour qu'on ne mélange plus ceux de DET et ceux de DTC. A quoi bon tout cela si c'est pour finalement nous jeter dehors !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson-Gennevilliers.

Sept semaines de grève à l'Expédition : une question de dignité

Les huit salariés du service Expédition viennent de reprendre le travail après 38 jours de grève, soit plus de sept semaines ! Ils revendiquaient le coefficient 170 (P1) et 300 F pour tous.

A Vaugirard, ces travailleurs sont en effet les derniers à n'avoir que le coefficient 155 (OS 3). Tous ont entre 14 et 25 ans d'ancienneté et leur salaire brut se situe entre 4.200 F et 4.900 F par mois. Ce sont les plus bas salaires à Vaugirard alors que leur travail compte parmi les plus pénibles. Alors, pour eux, le changement de coefficient était d'abord une question de principe et de dignité.

Mais, il faut quand même dire que, en dehors de Vaugirard, plus de 600 salariés du groupe CGCT (essentiellement dans les usines du nord de la France), sont également au coefficient 155. Et à Vaugirard même, quelques salariés n'attendaient qu'un recul de la direction pour poser individuellement leurs propres revendications.

Tout cela explique que, malgré le petit nombre de grévistes auxquels elle aurait pu donner satisfaction sans que cela lui coûte bien cher, la direction a obstinément refusé de céder, et s'est efforcée de provoquer le découragement des travailleurs en lutte. Mais, devant la sympathie suscitée par le mouvement à Vaugirard, elle

a dû recourir à la méthode honteuse, en particulier en faisant faire le travail des grévistes de nuit par une équipe de chefs.

Si dès les premières semaines, une augmentation de 150 F et le coefficient 170 étaient acquis pour les deux caristes de l'équipe, la direction n'a pas cédé pour l'ensemble des grévistes. Il a fallu attendre l'avant-dernière semaine pour qu'elle propose des primes. C'est donc avec une prime exceptionnelle de 300 F pour tous et la constitution d'une commission chargée d'étudier un changement de classification et une augmentation de salaire, que les grévistes ont décidé de reprendre le travail. Cette commission avait d'ailleurs été proposée dès le début par la direction, mais les grévistes y avaient surtout vu un moyen pour la direction de les diviser en refusant la satisfaction de leur revendication commune.

Aujourd'hui, elle permettra sans doute à certains d'entre eux d'obtenir ce qu'ils revendiquaient.

Certes les grévistes de l'Expédition n'ont pas tout gagné, mais comme ils le disaient : « C'est tout de même une victoire. Nous sommes fiers de ce que nous avons fait. Nous avons attendu trop longtemps pour le faire ! ».

Correspondant LO

PEUGEOT (Sochaux)

Tout est bon pour justifier le chômage technique

La direction de Peugeot-Sochaux avait mis 9 000 ouvriers en chômage technique mercredi 22 février, puis 22 000 le lendemain en invoquant des difficultés d'approvisionnement en pièces détachées dues aux barrages des routiers.

Des jours de chômage, il y en avait plusieurs annoncés de toute façon et dans le mois de février tout le monde en aura fait 4, d'autres en auront fait jusqu'à 8, avec une perte quotidienne de 75 à 180 F par ouvrier selon la qualification. Ces pertes d'argent commencent à inquiéter, mais cette semaine-là, les discussions sur la situation générale provoquée par les routiers étaient les plus fréquentes.

Au vestiaire d'un atelier d'emboutissage mercredi matin, un travailleur exprimait une opinion largement partagée : « C'est inadmissible de laisser les patrons — car c'est à 90 % des patrons — agir ainsi. Et il n'y aurait pas longtemps pour leur faire dégager les routes en mettant les camions au fossé avec une grenade dans les cabines ». Par petits groupes, des ouvriers,

électeurs de gauche pour la plupart, disaient que cela devait être politique « contre Fiterman, pour faire tomber le gouvernement et que Peugeot allait dans le même sens ». D'autres ajoutaient : « Ça va mal, il faut de l'ordre, on n'a jamais vu ça, les patrons mettent des bâtons dans les roues de la gauche ». Dans ces discussions, la tactique des syndicats ouvriers était souvent violemment attaquée sur l'organisation de manifestations séparées. Quant à entrer en lutte, beaucoup reconnaissaient que la méthode des routiers était payante et efficace.

Les plus anciens discutaient de 1934-1936, d'autres de 1968. Se battre ensemble aujourd'hui semble encore difficile à cause des « illusions ». Mais comme Peugeot casse le rythme avec ses journées chômées à répétition, cela donne le temps de réfléchir au fait qui a été aussi remarqué : la « base », comme on dit, des routiers peu très bien, avec détermination, contraignent les organisations représentatives à bousculer leur train-train.

Correspondant LO

THOMSON - MALAKOFF (92)

Silence pendant la vente, on vend

La France est le troisième producteur mondial d'armes, et à la Thomson-Malakoff, ça se voit de plus en plus.

Vis-à-vis de l'Irak, les contrats de ventes d'armes sont passés depuis longtemps, mais même si, en principe, on ne vend pas d'armes à un pays en guerre — il faut bien sauver l'honneur... en principe — la

direction continue d'honorer ses contrats. Dans les bureaux du commercial, nous voyons bien comment sont vendus, par exemple, les systèmes qui équipent les Super-Etendard que Dassault vient de vendre. A l'Irak aussi, elle compte vendre ! Là, ce sont des équipements de radars de rechange... Ça s'engraisse tranquille-

ment à l'ombre des tranchées et des enfants de 13 ans qu'on envoie à la boucherie.

Et nous, là-dedans, on se rend compte de plus en plus qu'on travaille à faire le sale boulot des patrons marchands de mort.

Correspondant LO

CITROËN

Citroën et la modernisation chère à Mauroy

Devant le Comité central d'entreprise Citroën, le 13 février, la direction du groupe PSA-Peugeot, dont font partie les Automobiles Citroën, avait annoncé son intention de supprimer des milliers d'emplois dans le groupe. Combien de licenciements ? La direction laissait la question dans le vague. Cela dépendrait du nombre de pré-retraites possibles, du nombre d'immigrés qui accepteraient le retour au pays (avec 60.000 F peut-être).

Par un document transmis récemment aux délégués centraux du CCE, la direction Citroën donne cette fois des chiffres. Il y aurait, pour elle, 5 959 personnes en « sureffectif ». Près de 3 000 pourraient partir en pré-retraite, ouvriers, employés et agents de maîtrise. Il resterait près de 3 000 autres travailleurs — ouvriers seulement — en « sureffectif »... dont Citroën annoncerait en toute vraisemblance le licenciement pur et simple au prochain CCE, dont la réunion est fixée au 9 mars.

Ces licenciements toucheraient principalement les unités de production de la région



Calvet, P-DG du groupe Peugeot-Citroën.

parisienne (222 à Asnières, 1 462 à Aulnay, 348 à Clichy, 705 à Levallois, 404 à Nanterre et 172 à Saint-Ouen). Et la direction de préciser que les licenciements toucheraient prioritairement les « non-diplômés » : entendez par là les travailleurs immigrés, dont une forte proportion sont analphabètes.

Les raisons de ces 6 000 suppressions d'emplois, sur un effectif de 44 104, seraient « d'ordre économique », dit la direction Citroën. Il lui faudrait « moderniser ». Mais, en fait de « modernisation », de « mutation industrielle progressiste », comme dirait Mauroy, il s'agit en fait de retour en arrière, d'un recul vers des formes d'exploita-

tion plus dures et archaïques. Il s'agit de produire la même chose, ou plus, avec moins d'ouvriers ; d'exploiter plus durement chacun pour en tirer le profit maximum.

La direction de Citroën n'a cessé depuis des mois de tenter de faire augmenter les cadences. Sur les chaînes de montage à Aulnay par exemple, sur la CX, la Visa ou la LN, c'est la pression permanente. Contre les réfractaires à ces pressions, la direction a tenté de sanctionner sur les payes. Et c'est ce qui a conduit des centaines d'OS, les mercredi et jeudi 29 février et 1^{er} mars, à arrêter le travail une demi-heure avant la fin de poste.

Reste à savoir quelles seront les réactions aux conclusions du CCE du 9 mars.

DANS
LES ENTREPRISES

LOZAY-DONGES (Loire-Atlantique)

Les travailleurs ont licencié un patron

La direction de chez Lozay vient d'annoncer le dépôt de bilan. Lozay, entreprise de chaudronnerie et tuyauterie employant une centaine de personnes, a bénéficié, comme bien d'autres entreprises, de toutes les aides nécessaires : aides à la formation, financement communal, prime de 73 millions de centimes accordée pour le développement industriel. Depuis quatre ans, comme le rappelle un tract de la CGT distribué à la population de Donges, directement concernée par ce dépôt de bilan, le « plan de charge a été constant. Les salariés n'ont jamais touché des salaires exorbitants. Les charges et investissements n'ont jamais été très importants et, malgré cela, le compte d'exploitation laisse apparaître un trou de 300 millions de centimes, dont 120 millions de dettes à la municipalité ».

Alors oui, la question qui se pose aux travailleurs de l'entreprise c'est : « Où est passé l'argent ? ».

Un travailleur de l'entreprise raconte : « Nous avons décidé mercredi d'aller tous au tribunal de commerce de Saint-Nazaire, pour voir ce que c'était ce dépôt de bilan, d'autant que ce dépôt de bilan fait suite à une longue période de chômage technique, dont près de deux mois pour certains ouvriers. Nous avons eu peu d'explications au tribunal, mais c'est en présence des travailleurs de l'entreprise que le juge a renvoyé notre sort à celui de la désignation d'un syndic. Mais ce qui nous préoccupait le plus cet après-midi, c'était la présence du directeur au tribunal, venu d'après ses propres dires « en spectateur ». Nous avons décidé de nous retrouver tous le lendemain

matin à l'atelier à Donges pour une assemblée générale.

Le lendemain, la décision est prise. Nous faisons taper par la secrétaire une lettre de démission pour le directeur et c'est après le refus du directeur de signer sa propre lettre de démission que nous lui avons demandé de quitter les lieux. On lui a accordé une demi-heure pour ranger ses affaires, pas plus.

C'est au milieu d'une haie d'honneur qu'il est sorti, chargé avec ses quelques dossiers sous le bras. Il voulait prendre la voiture de l'entreprise pour partir. Il n'en a pas été question. « Tu n'as qu'à aller à pied », lui ont dit les gars. Pour finir, c'est le comptable qui l'a emmené.

Il s'attendait à être séquestré. Mais, comme lui a dit un gars : « Pas question. Tu crois qu'on va te nourrir, en plus ? Tu nous as coûté assez cher comme cela. Tu t'en vas maintenant ».

Bien sûr, tout le monde est conscient chez Lozay que ce n'est peut-être pas cela qui évitera le dépôt de bilan et les magouilles financières. Mais en attendant, nous montrons à tous qu'on ne va pas se laisser licencier comme cela. De toute façon, ici, on a conscience qu'on n'a plus rien à perdre. Au contraire, si on doit sauver quelque chose, c'est bien en nous battant.

La presse locale s'est fait aussi l'écho de l'action des travailleurs de Lozay, et ceci a été bien apprécié dans les entreprises de la région. D'ailleurs des militants d'autres entreprises qui veulent licencier, comme chez Chouteau, nous ont contactés pour envisager des actions en commun. C'est plutôt regonflant ».

Correspondant LO

SCHLUMBERGER (Reims)

Débrayage pour les vendredis

Aux Compteurs Schlumberger de Reims, nous en arrivons aux 37 heures, mais d'une drôle de façon : un accord signé sur le groupe par 3 syndicats (CGC, CFTC, CFDT) entraîne en effet une perte de salaire de 50 F par mois pour un salaire de 5.000 F (avec une réduction de 1 h 30 par semaine compensée à 70 % environ).

Le directeur de l'établissement entendait organiser le nouvel horaire à sa guise. Son problème à lui, c'est que le personnel soit à la disposition de la production le plus longtemps possible, alors que celui-ci souhaite à une très large majorité raccourcir la semaine et « se faire » le vendredi après-midi.

A la réunion du CE du mardi 6 mars, le matin, il annonce la couleur aux délégués : « L'usine ne fermera pas le vendredi après-midi. Pas question

qu'il y ait une journée de moins de 7 h ». La CGT, majoritaire au CE, défend un projet d'horaire variable qui revient à préférer la réduction de la durée journalière de travail au vendredi après-midi. La CFDT locale, pour sa part, propose de soumettre la question aux salariés et de s'en tenir à leur choix.

Mais ces histoires n'intéressent pas les travailleurs : eux, ils veulent leur vendredi après-midi. Aussi, à la reprise à 13 h 30, une réunion s'organise dans le plus gros service, on fait le tour de l'usine et une centaine de personnes se rassemblent (soit 80 % des présents concernés) pour aller dire son fait au chef du personnel.

Parmi les délégués, c'est l'hésitation. Quelques-uns sont dans le coup avec le personnel, d'autres resteront à leur poste. Ce qui a gêné le patron, d'ailleurs, qui insiste devant le per-

sonnel sur le fait qu'il y avait des délégués et des réunions pour parler de ces problèmes...

Malgré tout, les travailleurs présents avaient le tonus et lui ont montré qu'ils étaient assez grands pour discuter de ce qui les concerne. Plusieurs interventions lui ont mis les points sur les « i » : « Vous nous imposez déjà de perdre de l'argent. On n'est pas d'accord. Et en plus vous voulez nous imposer le nouvel horaire ». Et un autre travailleur : « Cette réduction de 1 h 30, on la paye. A nous de décider quand on la veut. Alors, pour le vendredi après-midi, c'est oui ou c'est non ? ».

Réponse : ni oui, ni non... Le directeur du personnel a promis un sondage mais a annoncé d'ores et déjà qu'il n'en tiendrait pas compte.

Affaire à suivre.

Correspondant LO

HÔPITAL SAINT-ANDRÉ (Bordeaux)

Mécontentement

A la fin du mois de janvier, la direction a annoncé qu'elle licenciait 29 auxiliaires dont elle rompait le contrat, et qu'il n'y aurait plus aucun contrat jusqu'au mois de juin.

Le mécontentement ne s'est pas fait attendre, vu que dans les services, nous manquons déjà de personnel.

Aussi, à la première assemblée appelée par les trois syndicats, CGT, CFDT, FO, nous nous sommes retrouvés plus de 300, ce qui ne s'était pas vu depuis bien longtemps. Une manifestation le jeudi suivant, avec tous les hospitaliers du CHR de Bordeaux, a rassemblé peu après un millier de

personnes.

Durant tout le mouvement, les syndicats CGT-CFDT-FO, unis depuis le début, voyant que le mécontentement était important, n'ont pas lésiné sur les heures de débrayages, les promenades autour de l'hôpital, à la préfecture, à la mairie, à la DDASS... partout où ils pouvaient envoyer une délégation négocier ou déposer une pétition. Ils nous ont même proposé de signer une pétition adressée à Chaban-Delmas, député-maire RPR de Bordeaux, lui demandant d'intervenir à l'Assemblée nationale contre les licenciements et la rallongé du budget.

Mais de toutes ces promenades et pétitions, nous sommes bien conscients qu'il ne sortira rien.

D'autre part, les syndicats semblent se soucier bien peu de l'opinion du personnel en général : c'est ainsi que, lors d'une heure de débrayage où nous devions aller manifester devant la mairie, comme le personnel l'avait voté à une précédente assemblée, les syndicats nous ont annoncé qu'ils avaient changé le jour de la manifestation en intersyndicale, et que nous devions revenir le lendemain !

Correspondant LO

BRISSONNEAU

Le P-DG quitte le navire

Le P-DG de Brissonneau, Jean Diquelou (que le groupe Empain Jeumont-Schneider a choisi de remplacer) a cru trouver le moyen d'étouffer l'indignation provoquée dans l'opinion publique locale par le licenciement des 282 ouvriers : il s'est fait un coup de publicité dans le style de son beau-frère, Edouard Leclerc, et a fait savoir largement à la presse qu'il ferait partie de la charrette des licenciés, pour laisser la place aux jeunes, comme il dit.

Mais surtout, n'allez pas pleurer : un licenciement de patron, ce

n'est pas comme un licenciement d'ouvrier : pas d'angoisse du lendemain. Le vieux a trouvé une place de directeur général dans une entreprise concurrente, la CEAT à Poissy.

Il touche quand même les indemnités de licenciement et il va gémir sans doute ensuite, s'il ne l'a pas fait dans le passé, sur le fait que les entreprises paient trop de charges...

Moralité : n'attendons pas que les patrons se virent eux-mêmes. Virons-les avant !

Licenciements à Brissonneau et Lotz (Nantes)

Dans cette entreprise qui comptait 1 100 personnes en 1978 et qui n'en a plus que 800 aujourd'hui, le groupe Empain a annoncé début janvier 283 licenciements.

Si on ajoute 98 contrats FNE (départs en pré-retraite) étalés de septembre 1983 à fin mars 1984, et 13 autres prévus pour l'année en cours, cela fait près de 400 personnes devant quitter l'entreprise.

La liste des licenciés a été donnée lundi 27 février, alors que l'inspection du travail ne

devait donner son avis que fin mars.

Depuis début janvier, nous avons fait des débrayages d'information et des manifestations dans les rues de Nantes.

Mardi 28 février, nous étions près de 250 venus devant la préfecture pour soutenir une délégation. Nous voulions connaître l'avenir qu'on nous réserve et nous voulons savoir si le groupe ne prépare pas un futur dépôt de bilan.

Correspondant LO

LEROY-SOMER (Angoulême)

A l'usine du Gond-Pontouvre : le patron coupable est pénalisé de 6.000 F pour la mort d'un travailleur

Le mercredi 8 février dernier, le tribunal correctionnel d'Angoulême eut à juger l'affaire de l'accident qui a coûté la vie à un travailleur de la fonderie sous pression du Gond-Pontouvre (GP). Il vient de rendre son jugement le 29 février : le P.D.G. de Leroy-Somer et le chef de département du GP sont reconnus coupables et condamnés pour homicide involontaire et infraction aux lois du travail.

Le 2 février 1983, vers 4 heures du matin, un camarade mourait, écrasé dans une machine à mouler l'aluminium sous pression. L'enquête menée par le CHS, l'inspecteur du travail et le service Prévention de la Sécurité sociale montrait que la sécurité n'était pas assurée sur cette machine. Ainsi une porte de sécurité, placée devant la machine et censée interdire tout accès lorsque celle-ci allait se fermer, avait-elle pu fonctionner alors que le travailleur était encore à l'intérieur, provoquant ainsi sa mort.

La femme de notre camarade, la CFTD et la CGT étaient parties civiles à ce procès.

A l'audience, l'inspecteur du travail est venu témoigner qu'il avait « à deux reprises, avant l'accident du GP, signalé à la direction les dangers qu'il y avait sur des machines du même type, fonctionnant dans d'autres ateliers de l'usine, et réclamé des modifications en conséquence ».



Rien n'avait été fait, sauf... après que l'accident a eu lieu !

L'avocat du patron, sans décence, a joué sur les mots pour prétendre que cet accident mortel avait eu lieu dans une « machine à mouler » et non dans une « presse », tout ça pour (aux termes de la loi) éviter... l'affichage du jugement dans les ateliers. Il a exhibé sans honte une « fiche d'accueil au poste » que la direction fait signer à ceux qui travaillent sur ces machines (et donc signée par notre camarade) pour les informer des dangers, comme si cela pouvait suffire à assurer toute la sécurité. Et il a conclu, reprenant les thèses patronales, en disant pratiquement que notre camarade était responsable de cet accident.

A plusieurs reprises, devant l'odieuse des « arguments » de ce monsieur, l'assistance a manifesté son indignation.

Finalement, le tribunal a reconnu les patrons coupables et les a condamnés à 6 000 F d'amende pour homicide involontaire et à 400 F d'amende pour infraction aux lois du travail. Le jugement devra être affiché aux portes de l'atelier et publié dans le journal Sud-Ouest.

Cette « punition » est sans commune mesure avec la mort de notre camarade. Mais, face au patron qui avait distribué des tracts dans l'usine pour se décharger de ses responsabilités, c'est une condamnation de principe qui a son importance pour nous.

Correspondant LO

ASSURANCES LA PROVIDENCE (Paris 9^e)

Silence... on s'exprime

Le mercredi 29 février, comme le nouveau rituel le veut lorsque le mois compte cinq mercredis, se tenaient dans les services les réunions de « droit d'expression des salariés », plus beau fleuron de la loi Auroux. C'était seulement la deuxième du genre, et pourtant, déjà certains services n'avaient pas de questions. Pas étonnant puisque la grosse question est celle des salaires, et qu'il est justement interdit de l'aborder (de même que tout ce qui relèverait de la compétence « d'une institution représentative du personnel », Comité d'Entreprise ou Délégués du Personnel).

On a d'ailleurs l'impression que certains chefs de service

craignent les questions du personnel. Certains ont averti les employés seulement la veille du jour limite pour déposer les questions, tandis que d'autres ont refusé de discuter des questions qui leur étaient posées directement en cours de réunion, sans les huit jours de délai de rigueur.

Il était donc à peu près normal que reviennent les mêmes questions déjà posées à la première réunion du 30 novembre ! Surtout que les chefs de service, qui sont les « gentils animateurs » de ces séances, bien souvent ne nous ont même pas transmis les réponses de la direction... quand il y en avait. Certains problèmes semblent même avoir

mystérieusement disparu en cours de route, comme celui du service Courrier où il y a 17 bureaux pour 21 employés et où les derniers arrivés tournent sur les bureaux des absents, s'il y en a.

Et les employés sont bien invités à « s'exprimer », mais à condition qu'il n'y ait pas mieux à faire. Car dans ce même service Courrier, où pourtant les questions ne manquent pas, la réunion a déjà été repoussée deux fois de suite « pour cause de travail urgent », à la demande du chef de service et avec l'accord des employés. A l'heure où nous écrivons, elle n'a toujours pas eu lieu.

Correspondant LO

Un travailleur exclu du syndicat CGT

A Renault Saint-Ouen, la CGT refuse sa carte syndicale à un militant d'extrême-gauche (membre de « Combat Proletarien ») se référant à Marx, Lénine et... Staline (sic) et qui était autrefois syndiqué, avant 1983. Le motif invoqué : « Tu n'étais pas syndiqué en 1983 et, de toute façon, tu n'es pas d'accord avec la CGT. »

La réalité des faits : ce militant était en stage de formation en 1983, donc pas à l'usine. A son retour au mois de juin, il propose au trésorier de régulariser sa situation à la prochaine réunion syndicale... réunion qui n'a toujours pas eu lieu.

Malgré l'opposition de nombreux syndiqués, la commission exécutive du syndicat CGT entérine la décision de refuser l'adhésion. Le travailleur concerné demande alors la réunion de la commission des conflits : pas de réponse. Une pétition circule parmi les syndiqués et recueille 56 signatures sur 130 ou 170 syn-

diqués, suivant les versions. Toujours pas de réponse ! Lundi 5 mars, le militant exclu de fait et deux de ses camarades distribuent un tract au personnel.

Les méthodes staliniennes (stalinisme dont se réclame le militant exclu) ne sont pas mortes.

A Saint-Ouen nous sommes 650 et la CGT et le PCF sont très implantés. Mais ils voient au fil des années le nombre de leurs militants fondre (280 syndiqués à la CGT en 1979, 130 à 170 aujourd'hui) et ils sont de plus en plus critiqués, sinon contestés, et notamment depuis trois ans qu'ils soutiennent le gouvernement et n'organisent même pas un semblant de grève contre toutes les attaques dont nous sommes victimes.

De toute manière, ce n'est pas avec de telles méthodes qu'ils vont régler leurs problèmes, et surtout faire taire les mécontents.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES...

IMPÔTS SUR LES BIBERONS

Par décision du fisc et de l'URSSAF, certaines allocations telles que la garde d'enfants de moins de 6 ans, les primes de scolarité, l'allocation aux parents d'enfants handicapés, qui n'étaient pas jusqu'alors soumises aux cotisations sociales et à l'impôt sur le revenu, le seront à dater du 1^{er} mars.

Ce qui, pour certains ménages avec de jeunes enfants, peut représenter une majoration non négligeable de leurs impôts.

Voilà ce qui s'appelle ratisser dans toutes les poches ! Mais comment qualifier ceux qui vont jusqu'à rançonner les nourrissons ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, Gan Paradis (Paris).

DU PAIN SUR LA PLANCHE

Les transistors confisqués il y a quelques jours, parce que des petits astucieux avaient réussi à les modifier pour se régler sur d'autres stations que « radio UAP », ont fait leur réapparition. Mais attention : des éléments ont été enlevés pour qu'ils soient mieux bloqués qu'avant sur la fréquence de la maison.

Bricoleurs, à vos tournevis et fers à souder !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, UAP Tour Assur.

LE TORCHON BRÛLE

Dans les lavabos de fabrication du Thermique, les torchons n'ont pas été changés depuis trois semaines. Après les démarches des chefs, du service de sécurité et de l'entretien, impossible de savoir pourquoi les torchons ne sont pas remplacés.

Qué de lourdeurs administratives pour arriver à trouver des torchons parmi les serviettes !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, Chausson, Asnières.

ET UN VERRE POUR FAIRE PASSER L'AUSTÉRITÉ

Pas moins de sept banquets se sont tenus la semaine passée à l'Hôtel-Dieu, salle des Pèlerins, ex-salle des Pas-Perdus.

Une fois, c'est le directeur avec des surveillantes. Une autre fois, les directeurs des hôpitaux périphériques...

Mais de quoi peuvent-ils donc parler, entre la langouste et le champagne ?

Peut-être du problème qui nous inquiète tous : l'austérité à l'hôpital...

MAUVAIS AIGUILLAGE

A Casselardit, la direction a envoyé la diététicienne pour rationner malades et personnel : pas plus de trois sachets de sucre par malade et par jour, deux petits pains par jour, etc.

On a dû mal l'aiguiller, la diététicienne : pour la « grosse bouffe », il faut voir du côté de l'Hôtel-Dieu, salle des Pèlerins.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière, Hôpital Rangueil (Toulouse).

LA DANSE DU BALAI

Lundi dernier, suite à la grève des camionneurs, la direction a mis en chômage technique l'équipe de nettoyage.

Nous étions toutes d'accord pour penser que les stocks de balais étaient restés coincés sous le tunnel du Mont-Blanc.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière, Cycles Peugeot.

La manifestation des mineurs à Paris

Vendredi 2 mars, une dizaine de milliers de manifestants se sont rassemblés à Paris, venant du nord de la France, de Lorraine et du Midi, pour protester contre les suppressions d'emplois dans les mines de charbon, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, CFTC, FO et CGC.

Aux mineurs, aux militants syndicaux, aux élus des régions concernées s'étaient joints également des travailleurs des cokeries, directement touchées par la fermeture des mines, ainsi que des jeunes chômeurs. Sur place, il semble que la plupart des mines aient été en grève, non seulement dans le Nord et le Midi, les régions les plus touchées par les suppressions d'emplois, mais également en Lorraine où, d'après les chiffres de la direction elle-même, le taux de grève aurait été de 86 %, contre un peu plus de 50 % lors de la précédente journée d'action dix jours plus tôt.

Mais les journées d'action, même répétées, ne pouvaient pas faire reculer le gouvernement et la direction des Charbonnages.

Des mineurs manifestaient leur déception, certains leur colère : « Cela fait trente ans qu'on ferme des mines, mais là, le gouvernement de gauche n'y est pas allé de main-morte ». « J'avais manifesté à Paris en 1947, dit un mineur du Pas-de-Calais, je ne pensais pas y revenir après la victoire de la gauche en 1981. » Les banderoles et les slogans reprenaient le traditionnel « Charbon français » et même « Charbon français, charbon Nord-Pas-de-Calais » et s'adressaient au gouvernement : « Mauroy, où sont tes promesses ? », « Mauroy, souviens-toi de 1963 », (rappelant la grande grève des mineurs de l'époque) et proclamaient : « Mineur, oui, chômeur, non ! » Un mineur ex-

plique : « Tu comprends, ce n'est pas qu'on prend son pied en descendant à la mine. Et la semaine dernière, il y a un mineur qui a été tué dans un éboulement à la mine de l'Escarpelle (près de Lens). Mais si la mine ferme, il n'y a rien d'autre. Un tas de petites boîtes vont fermer, la cokerie aussi. La reconversion ? On s'attend à recevoir des mutations pour la Lorraine. Mais comme, là-bas, les effectifs vont plutôt baisser aussi... »

Vers midi, place de la République, les mineurs des différentes régions ont pu se rencontrer, malgré la pluie battante, et discuter de la situation en mangeant un casse-croûte. Ensuite, un cortège s'est formé en direction du siège des Charbonnages, dont le conseil d'administration se réunissait. Les CRS avaient bouclé les rues avoisinantes. La manifestation s'est dispersée rapidement. Parmi des jeunes qui venaient du Midi, c'était l'amertume : « Pour les routiers, on n'avait pas vu autant

de CRS. Et les routiers ont obtenu ce qu'ils voulaient. Nous, on nous a baladés ».

Les syndicats, en organisant deux journées d'action dans les mines à dix jours d'intervalle, voulaient, comme la presse l'a souligné, faire un baroud d'honneur sans réellement donner les moyens aux travailleurs de remettre en cause la politique du gouvernement.

Et le 2 mars dans l'après-midi, le conseil d'administration des Charbonnages annonçait qu'il y aurait 6 000 suppressions d'emplois pour cette année, comprenant 3 452 départs en retraite et pré-retraite, et 2 548 « reconversions ». Au total, c'est la moitié des 56 000 emplois existant actuellement que les Charbonnages veulent supprimer d'ici 1988. La production de charbon, qui était 18,5 millions de tonnes en 1983, doit chuter à 10 ou 13 millions. On est loin des 30 millions de tonnes qui faisaient partie des promesses électorales de Mitterrand.



Le gouvernement de gauche n'a pas lésiné sur les forces de l'ordre. (AFP)

(AFP)

CHAFFOTEAUX SAINT-BRIEUC (Bretagne)

Chômage technique à Chaffoteaux : inquiétude pour l'avenir

Cela fait plusieurs mois que la direction estime qu'il y a un sur-effectif dans l'usine. Elle a d'ailleurs rapatrié une partie du travail de sous-traitance effectué par des petites filiales. Au dernier comité d'entreprise, le patron a avancé le chiffre de 300 personnes en trop d'ici 1985.

Tout le monde s'attend à voir les conditions de travail se dégrader à la suite des départs en pré-retraite sans embauche, et peut-être de licenciements purs et simples.

Pour le moment, nous avons eu droit à une semaine de chô-

mage technique, et trois autres semaines sont prévues pour les trois mois à venir. Le démarrage d'un atelier automatisé doit se traduire par une cinquantaine de départs en pré-retraite d'ici juillet.

En dehors du chômage technique déjà programmé, la direction s'est pour le moment contentée d'annoncer ses projets sans trop de précisions.

Parmi les travailleurs ce sont un peu les réactions fatalistes qui dominent. La semaine de chômage technique de février n'a suscité qu'un rassemble-

ment de 200 personnes, sur un effectif de 1800.

Parallèlement, des négociations entre la CGT, largement majoritaire, et la direction traînent en longueur depuis septembre 1983 à propos de la réduction à 35 heures sans perte de salaire.

En fait, la direction, qui ne rate pas une occasion de rappeler sa volonté de concertation, se sert de ces négociations pour entraîner les syndicats dans son jeu. En octobre, la CGT a proposé de négocier le passage à 35 heures, sans perte de salaire, avec em-

bauche et financement par l'Etat. La direction s'est déclarée prête à accepter le financement de l'Etat à condition que la réduction soit plus étalée et sans engagement d'embauche. De plus, elle souhaite remettre en cause un certain nombre d'avantages : suppression de la possibilité des 5 jours de congés supplémentaires sur l'année, qui étaient acquis en l'absence de congés maladie ; suppression du pont payé ; acceptation d'augmenter les cadences ; passage en 2/7 sans la demi-heure de casse-croûte.

Le gouvernement, sollicité par la CGT, s'est pour l'instant peu mouillé, donnant un vague accord de principe sur une participation de 21 millions de francs, sous réserve d'un accord patronat-syndicats.

La direction apparaît comme entièrement maîtresse du jeu. Plus le temps passe et plus les 35 heures font figure de miroir aux alouettes, qui n'empêche ni l'augmentation régulière des cadences ni les pertes de salaire causées par le chômage technique.

Correspondant L.O.

« Les révolutionnaires du Yiddishland »

1^{re} partie :
Du « shtetl » à la Révolution russe

Antenne 2 a présenté dimanche 4 mars la première émission d'une série documentaire en trois épisodes sur *Les révolutionnaires du Yiddishland*, c'est-à-dire les révolutionnaires des communautés juives d'Europe centrale.

Le premier épisode était consacré à la période de la fin du XIX^e siècle aux années 1920-1924, à la mort de Lénine.

Des petits films d'époque montraient ce qu'était ce « Yiddishland », c'est-à-dire le vaste territoire situé en Europe de l'Est et en Russie où les Juifs étaient très nombreux.

Dans les petits villages, les « Shtetl », les Juifs étaient artisans, petits commerçants ou... rabbins. Une langue leur était commune : le yiddish, un dialecte issu de l'allemand.

Avec la révolution industrielle cependant, beaucoup de Juifs se retrouvèrent ouvriers dans les grandes

villes de Pologne ou de Russie, à Varsovie, à Lodz ou à Kiev par exemple. Et dans ces villes, en même temps que les premiers partis ouvriers, se créait le Bund, le parti ouvrier socialiste juif, dont l'histoire occupait la majeure partie de l'émission.

L'histoire du Bund est compliquée, et les réalisateurs n'ont pas réussi à la raconter simplement. Il était difficile de ne pas se perdre dans les différentes tendances du Bund, dans sa politique à l'égard des révolutionnaires russes, vainqueurs de la révolution d'octobre 1917 ; et en particulier dans les marchandages pour accepter ou non les conditions d'adhésion à l'Internationale, créée par les communistes russes en 1919 : en accepter 21, ou seulement 16, ou encore 19 et demi, comme le proposait une des tendances !

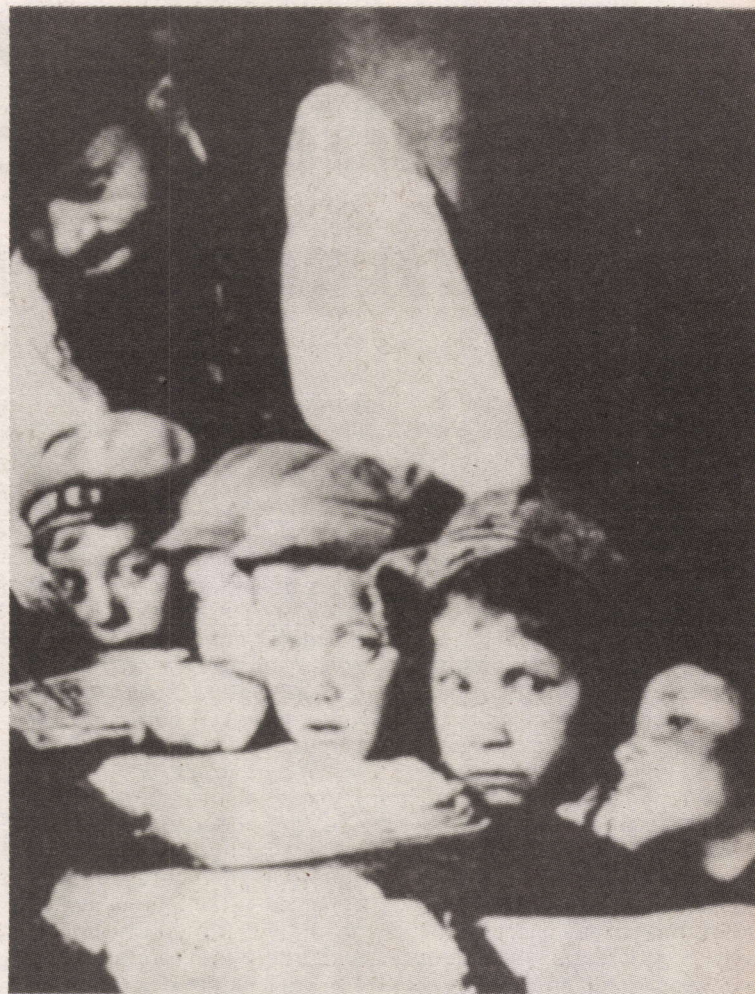
Par ailleurs, on pouvait regretter aussi le sous-

titrage trop succinct des interviews en yiddish de vieux militants qui avaient appartenu au Bund et au Parti Bolchevik dans les années Vingt.

Mais tout de même, il reste la somme de documents rarement vus, rassemblés pour l'émission : les petits films très touchants sur la population juive du début du siècle, les images de la révolution russe, de Lénine et des Congrès de l'Internationale Communiste, et le récit de vieux militants — encore vivants — qui racontent ce qu'a été pour eux et pour des millions de leurs semblables, le formidable attrait de la révolution ouvrière de 1917.

Bertrand GORDES

Prochaines émissions : *Entre Hitler et Staline*, dimanche 11 mars à 21 h 40 ; *Auschwitz et après*, dimanche 18 mars à 21 h 40.



Sélection

Samedi 10 mars

22 h 05. A2. *Les enfants du rock*. Johnny Hallyday à Nashville : un bon reportage.

Dimanche 11 mars

20 h 35. TF1. *L'argent des autres*. Film de Christian de Chalonge. Le fondé de pouvoir d'une banque à qui on a fait porter le chapeau d'une escroquerie décide de s'affronter au monde de la finance. Avec Jean-Louis Trintignant, Claude Brasseur, Michel Serrault et Catherine Deneuve.

21 h 45. A2. *Les révolutionnaires du Yiddishland*. 2^e partie : *Entre Hitler et Staline*. La deuxième partie d'une série consacrée à l'histoire des communautés juives d'Europe centrale et orientale. La période considérée (1924-1938) est celle des pogroms en Pologne, des persécutions en Allemagne nazie et dans la Russie stalinienne.

Lundi 12 mars

20 h 35. TF1. Film : *Casque*



d'or, de Jacques Becker. L'histoire dramatique de Marie, la prostituée, dite « Casque d'or » et de Manda, l'ouvrier menuisier, assassin par amour. Un grand classique du cinéma avec Simone Signoret et Serge Reggiani.

Mardi 13 mars

20 h 35. TF1. *Edition spéciale : le Parti Communiste en question*. Anne Sinclair interroge Pierre Juquin sur le fonctionnement du PC et ses options politiques. Avec également George Semprun et des interviews filmées de Philippe Robrieux et Jean Elleinstein. Dernière heure : Pierre Juquin refuserait de participer à cette émission. Affaire à suivre...

Mercredi 14 mars

21 h 35. TF1. *Histoire à la Une : De révoltes et d'espoirs*. Des luttes du Moyen Age aux premières grèves et révoltes du XIX^e siècle ; l'histoire des premières sociétés d'entraide et des premiers syndicats. Une heure de film suivie d'un débat avec la participation de Jacques Rougerie et Yves Lequin.

Jeudi 15 mars

20 h 35. FR3. Hommage à Armand Lanoux, rediffusion de

son téléfilm *Yvette*, d'après une nouvelle de Maupassant. Le milieu des jeunes « viveurs » de la fin du siècle dernier. Une réalisation paraît-il fidèle à l'esprit de l'auteur.

21 h 30. TF1. *Contre-enquête*. Cette semaine, ce magazine des « faits divers » comporte des séquences intéressantes, en particulier celle intitulée *Un vendredi soir* (de jeunes imbéciles, un soir, ont mis à mort un Arabe).

Vendredi 16 mars

20 h 35. FR3. *Vendredi*. Le magazine de André Campana : *Ils meurent de faim*. Alors, quelle solution ? La suite de l'émission du mois dernier centrée autour d'une enquête sur la faim dans le monde, mettant en évidence les causes de la faim dans le monde et les mécanismes qui la perpétuent.

21 h 50. TF1. *Exils*. Première d'une série de trois émissions consacrées aux étrangers venus en France pour des raisons économiques ou politiques. Cette semaine : portraits de Cécile, jeune Portugaise « de la deuxième génération », d'Anne, qui a quitté la Pologne il y a cinq ans, et de Janos, membre de Solidarité, qui sort d'un camp d'internement et vient d'arriver en France.

« Le maître de la Gabriela »

d'Alvaro Cepeda Samudio

L'ensemble de l'œuvre de Samudio, ce roman et deux recueils de nouvelles, est antérieur à 1962, donc antérieur à bien des romans latino-américains qui ont fait la renommée d'écrivains comme Garcia-Marquez, Cortazar, Fuentes ou Vargas Llosa.

Ce roman de Samudio décrit les avatars d'une famille : celle d'un planteur riche et arrogant qui détient des terres dans la « zone », c'est-à-dire l'arrière-pays de la côte caraïbe colombienne, où l'on cultive des bananes pour le compte de la United Fruit Company. Un jour la grève éclate parmi les ouvriers agricoles. Ils seront durement réprimés par l'armée intervenue sur la demande des administrateurs américains.

Samudio réussit le tour de force qui consiste à maintenir l'attention du lecteur sur cette répression, alors qu'en réalité, il la décrit à peine, et que l'essentiel de son roman traite de cette famille de maîtres qui se déchire, où chacun est prisonnier de son orgueil et en même temps victime de sa fidélité aux lois familiales. Le texte est très dépouillé, d'un ton presque incantatoire. Aucun nom propre, aucun autre repère qu'un dialogue mettant en scène le plus souvent deux personnages, qu'un monologue quelquefois. Un livre déroutant.

André JUILLIARD

Le maître de la Gabriela de A.C. Samudio. Ed. Belfond. 138 pages. 59 F.

« Les Jacobins Noirs »

de C.L.R. James

L'ouvrage de C.L.R. James, écrit en 1936 et paru pour la première fois en français en 1949, était depuis longtemps épuisé et introuvable en librairie. Les Editions Caribéennes viennent de le rééditer.

Les Jacobins noirs, ce sont les milliers d'esclaves noirs, qui à l'époque de la Révolution française de 1789 firent trembler les riches colons de l'île de Saint-Domingue, propriété de la France, et réussirent au terme d'une lutte acharnée à arracher leur liberté. Ils proclamèrent l'avènement de « la première république noire du monde », qui prit plus tard le nom d'Haïti. Leur chef, Toussaint-Louverture, ancien esclave lui aussi, fut un homme politique et un stratège militaire de grande envergure.

Le livre de James retrace, avec beaucoup d'enthousiasme, ces épisodes tumultueux de la lutte des esclaves de Saint-Domingue pour leur émancipation, tout ce que ces luttes intenses et forcenées ont requis d'énergie, d'initiatives, d'organisation, de ressources morales, et aussi de sacrifices, de la part de ces milliers d'opprimés ravalés au rang de bêtes de somme.

Les Jacobins noirs est l'œuvre d'un historien extrêmement bien documenté, mais c'est aussi l'œuvre d'un militant. En effet à l'époque où il écrivit ce livre, C.L.R. James, originaire de l'île de Trinidad (longtemps colonie britannique) dans les Antilles, se réclamait du trotskysme et de la révolution prolétarienne. Il devait par la suite évoluer sur des positions nationalistes, mais en luttant toujours pour la défense des Noirs, Antillais, Africains et Américains, en tant que travailleurs exploités ou peuples opprimés par l'impérialisme. L'appendice, écrit en 1963, rajouté à la nouvelle édition, témoigne de ses nouvelles positions.

Les esclaves, fondement de la prospérité de Saint-Domingue

Saint-Domingue était une riche colonie, qui faisait la prospérité des planteurs mais aussi d'une grande partie de la bourgeoisie maritime, commerçante et manufacturière de la métropole. Cette plantureuse colonie excitait les convoitises de l'Angleterre et de l'Espagne (cette dernière possédait la partie orientale de l'île). La source principale des profits venait du sucre. Or la culture de la canne à sucre, si elle se faisait grâce à l'importation massive d'esclaves noirs arrachés à l'Afrique, impliquait également leur rassemblement, pour un travail commun, sur de vastes plantations. Cette concentration de milliers d'esclaves en des lieux de travail collectifs allait favoriser leur révolte, en leur donnant la cohésion, l'organisation, la force qui leur étaient nécessaires pour vaincre.

A la veille de la Révolution, les esclaves étaient au nombre de 500 000. Face à eux, 30 000 Blancs, qui n'étaient pas tous propriétaires de plantations, mais qui avaient en commun le privilège d'être les maîtres, par la couleur de leur peau mais surtout par la force de leurs fusils. Entre ces deux classes se trouvaient 40 000 Mulâtres qui, s'ils étaient libres et parfois même possesseurs d'esclaves noirs, n'en étaient pas moins dépourvus de droits et méprisés et humiliés par les Blancs.

Révolution en France, révoltes dans la colonie

Lorsque la Révolution éclata en France et que la bourgeoisie, s'appuyant sur les masses populaires, renversa la noblesse et s'empara du pouvoir, les idées de liberté, égalité, fraternité, engendrèrent de profonds remous dans la colonie. Les Mulâtres exigèrent leurs droits, mais furent sauvagement réprimés par les Blancs. En France, aux différentes assemblées révolutionnaires, comme le dit James, « *La bourgeoisie maritime, craignant pour ses millions d'investissements et son commerce, mit son bonnet rouge et les Droits de l'Homme dans sa poche chaque fois que la question coloniale fut soulevée* ». Et du droit des esclaves, il n'en fut pas question. Mais ceux-ci n'attendirent pas qu'un décret révolutionnaire vienne les libérer. Après avoir observé pendant quelques mois la lutte entre Blancs et Mulâtres, ils se mirent en mouvement en 1791, s'organisant d'abord sous le couvert du Vaudou. Leur plan de soulèvement était parfaitement réglé, et bientôt, sous le commandement de leur chef Boukman, toute la province du Nord s'insurgea. Boukman fut pris et brûlé vif, mais d'autres chefs apparurent et prirent la relève : Jean-François, Biassou, et bientôt Toussaint-Louverture.

Trois ans de combat pour arracher la liberté

L'insurrection gagna l'ensemble de la colonie. A

cette nouvelle, l'Espagne et l'Angleterre manœuvrèrent pour essayer à leur tour de mettre la main sur l'île. Elles proposèrent une aide — très intéressée et pas du tout philanthropique — aux esclaves. Toussaint-Louverture sut tirer parti des rivalités entre puissances coloniales pour atteindre son seul but : la libération des Noirs. Il s'allia à l'Espagne et à l'Angleterre, qui lui fournirent armes, munitions, ravitaillement et même quelques officiers, et lui permirent d'organiser son armée. Mais il n'hésita pas à se retourner contre ces mêmes puissances coloniales lorsque l'abolition de l'esclavage fut obtenue. Il fallut trois années de dures luttes aux esclaves pour arracher leur émancipation.

Tandis que se déroulaient à Saint-Domingue des combats acharnés entre esclaves, planteurs et troupes coloniales, la Révolution en France suivait un cours ascendant. Les masses populaires se soulevèrent et renversèrent le trône, se prononcèrent pour l'abolition de l'esclavage dans les colonies, et obligèrent la Convention à voter le décret d'abolition en février 1794. Ce fut la période culminante de la Révolution, où l'aile gauche des Jacobins, les Montagnards, avec à leur tête Robespierre, prit le pouvoir.

La nouvelle du décret parvint en juin à Saint-Domingue. Aussitôt Toussaint décida de rallier les Français et de se retourner contre Anglais et Espagnols.

Quatre ans de guerre pour chasser Anglais et Espagnols

A ce moment, Toussaint commandait à une armée bien organisée de 5 000 hommes, qui représentait l'avant-garde de la masse des esclaves révoltés, et c'est ce qui faisait sa force. Tous les grades importants étaient détenus par des Noirs.

La Convention envoya des troupes pour faire appliquer le décret d'abolition, réprimer les Blancs royalistes et chasser de la colonie Anglais et Espagnols. Toussaint-Louverture se réclama alors de la France républicaine et révolutionnaire, qui avait donné la liberté aux esclaves, et déclara sa haine de la royauté qui les maintenait dans les fers. Il appella tous les Noirs, maintenant libres, à combattre contre Anglais et Espagnols. Au bout de quatre ans de guerre, ceux-ci furent chas-

sés de Saint-Domingue par les troupes noires républicaines.

Toussaint s'employa alors à réorganiser économiquement le pays, à faire en sorte que les anciens esclaves puissent cultiver la terre pour leur propre compte cette fois, et jouir enfin de leur liberté si chèrement acquise.

Mais Toussaint gouverna l'île comme un dictateur. Et ses mesures dictatoriales qui lui faisaient mener à la dure les travailleurs noirs alors qu'il ménageait les susceptibilités des colons blancs ne furent pas comprises. Progressivement Toussaint se coupa d'une partie de ceux qui l'avaient porté à la tête de leur combat.

Mais entre-temps, en France, la situation avait évolué : la bourgeoisie terminait la Révolution et entendait que les masses populaires ne tiennent plus la rue. La réaction s'installait.

Napoléon rétablit l'esclavage...

Napoléon, qui représentait cette bourgeoisie conservatrice, vint au pouvoir. En 1801, obéissant aux intérêts de la bourgeoisie coloniale et maritime qui n'avait pas pu souffrir de voir Saint-Domingue lui échapper, il décréta le rétablissement de l'esclavage.

Il lança une gigantesque expédition navale contre la république noire de Saint-Domingue. James raconte : « *C'était l'expédition la plus importante qui eût jamais quitté les côtes françaises ; elle était composée de 20 000 vétérans, parmi lesquels quelques-uns des meilleurs officiers de Bonaparte* ». 14 000 hommes furent bientôt envoyés en renfort. A la tête de cette armée : Leclerc, le propre beau-frère de Napoléon.

Mais l'effet de surprise passé, les Noirs tinrent la dragée haute aux troupes esclavagistes.

Cependant, Toussaint fut attiré dans un traquenard, embarqué de force et emprisonné au Fort de Joux dans le Jura où il mourut peu après, de froid et de privations.

Mais les Noirs étaient déterminés à se battre jusqu'au bout. Ils n'eurent pas d'autre alternative : ou l'esclavage, ou la mort. La guerre fut sauvage. Ils se

donnèrent un nouveau chef : Dessalines.

... mais ne réussit pas à l'imposer

Pour les troupes françaises, ce fut une guerre d'extermination, avec les pires atrocités. De féroces combats mirent aux prises Blancs et Noirs.

A force d'héroïsme et de courage, les Noirs réussirent à repousser les troupes de Napoléon. Après deux ans de combats farouches et désespérés, « *des 34 000 hommes débarqués, il restait 2 000 hommes épuisés ; 24 000 étaient morts et 8 000 étaient à l'hôpital* ». Un nombre bien plus important encore de Noirs avaient été tués, et le pays était dévasté par la guerre. Mais les Français n'avaient pas réussi à rétablir l'esclavage. Ils durent rembarquer le reste de leurs troupes et se retirer de Saint-Domingue. A la fin de l'année 1803, le pays était proclamé indépendant et prenait le nom d'Haïti.

La suite des événements (que ne raconte pas le livre !)

Après douze années de guerres incessantes et sans pitié, où l'incendie fut une arme au même titre que le canon, il ne resta plus d'Haïti qu'un pays ruiné et dévasté. Les Blancs s'étaient enfuis en emportant les richesses accumulées sur le dos des esclaves. Les puissances européennes entreprirent le blocus économique d'Haïti, et la France lui imposa un exorbitant tribut de guerre sous peine de nouvelle invasion militaire. L'île fut isolée et ses habitants contraints de vivre en auto-subsistance sur une terre extrêmement pauvre.

En 1914 les Etats-Unis envahirent Haïti, et lui imposèrent une occupation militaire de vingt années, jusqu'en 1934. Ensuite ils soutinrent la clique féroce des Duvalier, qui règne encore aujourd'hui, et qui défend fidèlement, contre la population haïtienne misérable, les intérêts des riches capitalistes américains qui profitent d'une main-d'œuvre sous-payée.

Comme les esclaves du temps de Toussaint-Louverture, les opprimés d'Haïti n'ont pas dit leur dernier mot.



THEATRE

« Les marchands de gloire » de Marcel Pagnol

Marcel Pagnol, en collaboration avec Paul Nivoix, écrit *Les marchands de gloire* après la Première Guerre mondiale. Remaniée en 1964, c'est cette version qui est présentée aujourd'hui à la Comédie de Paris.

La guerre profite aux marchands de canons, mais la paix — la paix des cimetières — représente un tout aussi vaste marché pour les « marchands de gloire », qui utilisent la « gloire » des « morts pour la patrie ». C'est ce monde que Pagnol pourfend avec un humour féroce. Les années 1920, il est vrai, ont dû lui donner de riches exemples.

En pleine guerre, en 1916, un honnête rond-de-cuir sous-chef de sous-division à la sous-préfecture, homme incorruptible, perd son fils à la guerre. Plutôt pacifiste, il est accablé par la mort de son fils, tout comme son ami, un vieil instituteur aux idées socialistes et antimilitaristes, qui lui aussi a perdu son fils.

La guerre finie, 6 ans après, on retrouve notre homme plein de dyna-

misme, à un haut poste de la sous-préfecture, faisant « commerce » de la mort en héros de son fils, au fort de Douaumont à la bataille de Verdun. Les années d'après-guerre ont vu fleurir les associations de parents de victimes mortes au champ d'honneur et il est président de l'une d'entre elles. Contrairement au vieil instituteur toujours fidèle à ses convictions, il renie aussi son idéal pacifiste.

Il se présente aux élections (sur une liste radicale-nationale-chrétienne !) et organise pour sa campagne électorale une grande parade à l'occasion du retour des cendres de son héroïque fils !

Mais, la veille même, le « héros » réapparaît, échappé d'un asile...

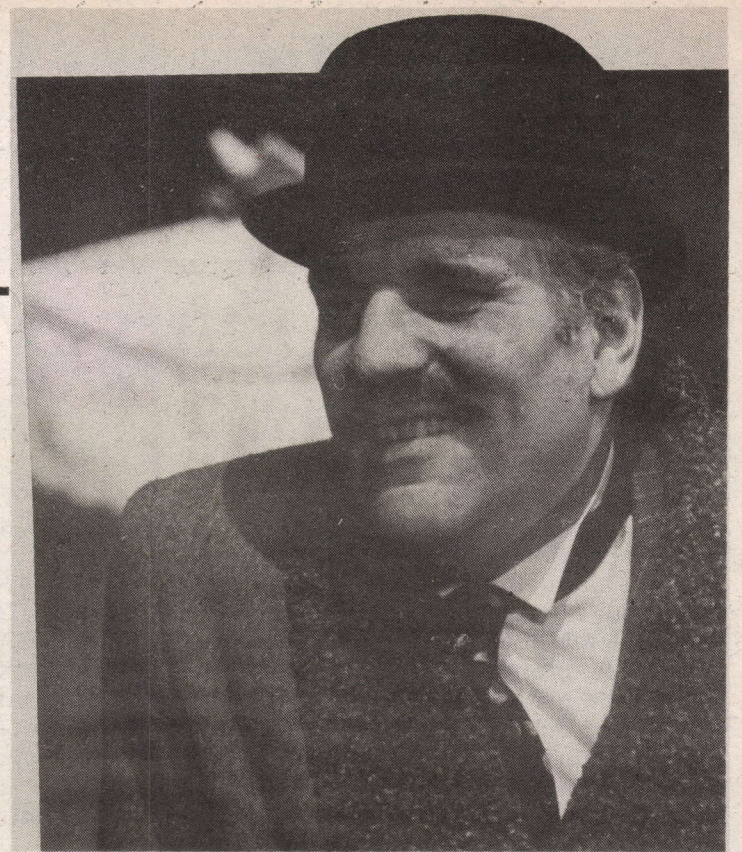
Pagnol, le moins que l'on puisse dire, en rajoute — peut-être ! — sur le cynisme de ces « marchands de gloire ». Mais on se laisse prendre à cette caricature pleine d'un humour féroce.

Que Pagnol ait choisi pour faire cette virulente dénonciation du culte des « morts pour la patrie » le

genre théâtre de boulevard ne lui enlève rien, au contraire.

Samuel LATAN

Les marchands de gloire, à la Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, M° Blanche, tous les soirs à 20 h 30 (sauf dimanche). Prix : 100 F. Tarif réduit : 50 F.



Sélection de films

Films récents...

LE BAL.

d'Ettore Scola.

Film de la pièce du Théâtre du Campagnol. Une façon pleine de vie et d'émotion de conter l'histoire au travers des bals populaires.

Forum Cinéma Orient Express 1^{er}. Capri 2^e. Vendôme Opéra 2^e. Studio de la Harpe 5^e. Olympic Balzac 8^e. Gaumont Ambassade 8^e. Sept Parnassiens 14^e. 14 Juillet 15.

LE JOUR D'APRÈS.

de Nicholas Meyer.

Le téléfilm américain qui a effrayé plus de cent millions de téléspectateurs en imaginant les conséquences d'une guerre nucléaire. Bretagne 6^e.

ET VOGUE LE NAVIRE.

de Federico Fellini.

Une allégorie baroque de la fin d'un monde aristocratique et décadent à la veille de la guerre de 1914.

UGC Opéra 2^e. Studio de la Harpe 5^e (vo). Rotonde 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Ellysées Lincoln 8^e (vo).

TO BE OR NOT TO BE.

En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe d'acteurs se joue des nazis.

Version 1984 d'Alan Johnson : Berlitz 2^e. Studio Alpha 5^e (vo).

George V 8^e (vo). Marignan 8^e (vo). Montparnasse Pathé 14^e.

Version 1942 d'Ernst Lubitsch :

Saint-André-des-Arts 6^e (vo).

RUE CASES-NÈGRES.

de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour. Movies Les Halles 1^{er}. 14 Juillet Parnasse 6^e. Marbeuf 8^e. 14 Juillet Bastille 11^e. Saint-Ambroise 11^e.

LES CAVALIERS DE L'ORAGE.

de Gérard Verger.

De la Haute-Provence aux Dardanelles, entre 1914 et



1917. Une jeune femme médecin et deux maquignons. Des paysages splendides, des épisodes de guerre, l'impact de la révolution russe sur les soldats serbes, russes et français et l'itinéraire d'une jeune femme qui choisit d'agir selon sa conscience. Plein de bons sentiments.

Ciné Beaubourg les Halles 3^e. Berlitz 2^e. Rex 2^e. UGC Montparnasse 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. UGC Biarritz 8^e. George V 8^e. UGC Opéra 9^e. UGC Gobelins 13^e. Gaumont Sud 14^e. Kinopanorama 15^e. Pathé Clichy 18^e. Gaumont Gambetta 20^e.

UN FAUTEUIL POUR DEUX.

de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette docte question Landis répond par une joyeuse pantallonnade.

Georges V 8^e (vo).

CARMEN.

de Carlos Saura.

Sur des airs de Bizet, de

musique espagnole, un film sur la danse, le flamenco et l'élaboration d'un ballet. Cinoches 6^e (vo).

... et moins récents

TOOTSIE.

de Sydney Pollack.

Un comédien devient célèbre sous un déguisement féminin, ce qui lui donne l'occasion de dénoncer bien des préjugés. Opéra Night 2^e.

MOLIERE

d'Ariane Mnouchkine

Une évocation de la vie et du travail de Molière, ainsi qu'une vaste fresque de son époque. Bonaparte 6^e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

de Jamis Uys.

Un indigène du Kalahari aux prises avec la civilisation blanche. Celle-ci n'en sort pas à son avantage... Impérial 2^e.

FENÊTRE SUR COUR.

d'Alfred Hitchcock.

Immobilité, la jambe dans le plâtre, un photographe observe des choses très curieuses chez ses voisins d'en face...

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Berlitz 2^e. St-Germain Huchette 5^e (vo). St-Michel 5^e (vo). Gaumont Champs-Élysées 8^e (vo). Action Lafayette 9^e (vo). 14 Juillet Bastille 11^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Montparnos 14^e. Bienvenue 15^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo).

DIVA.

de J.-J. Beineix.

Les mésaventures d'un postier passionné d'opéra. Rivoli Beaubourg 4^e. Cinoches 6^e.

DIVORCE A L'ITALIENNE.

de Pietro Germi.

Une savoureuse étude de mœurs sur la Sicile d'il y a vingt ans. Mais le film n'a pas vieilli. Olympic Luxembourg 6^e (vo).

PAIN ET CHOCOLAT.

de Franco Brusati.

Les mésaventures tragico-comiques d'un immigré italien en Suisse. Saint-Michel 5^e (vo).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre. Studio Médicis 5^e (vo).

« Tchoufa »

Josépha et Lilou se retrouvent par hasard à Paris, 20 ans après avoir quitté l'Algérie où elles étaient amies d'enfance ; l'une juive et d'un milieu modeste, l'autre chrétienne née d'une famille plus riche. Pendant une heure elles évoquent le souvenir de ce temps-là. Avec peu de décors et de costumes, dans un enchaînement de saynètes, elles font revivre les bruits et les odeurs de Bab el Oued, toute l'atmos-

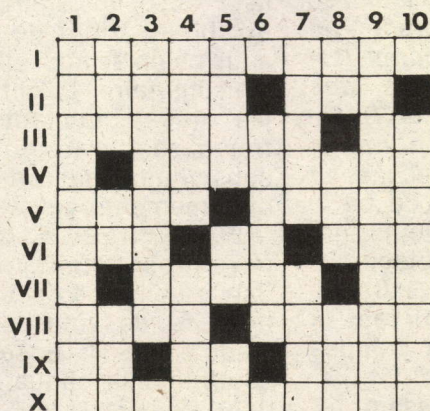
phère de leur enfance et de leur adolescence. Elles deviennent tour à tour leurs mères, leurs grand-mères, leurs exubérantes voisines, prêtes au moindre prétexte à jouer la grande scène de l'acte II !

C'est un mode de vie que les deux comédiennes parviennent aussi à reconstituer avec talent et émotion.

Claude CHARVET

Théâtre La Bruyère. Tél. : 874.76.99.

MOTSCROISÉS



VERTICALEMENT. — 1. On y fait la chasse au ramier. 2. Dix sur dix. Oui étranger. Liqueur. 3. Son amour n'est pas de tout repos. 4. Mieux que bien. Peut passer à l'emballage. 5. Attaché à la glèbe. Mode sans accident. Détiens. 6 Au-delà du naturel. 7. Envol. Fleuve du Sud-Ouest. 8. Ile. Epelles. Bien-aimée vieillotte. 9. Acte contraire à la loi. 10. Sont égaux d'un côté comme de l'autre.

HORIZONTALEMENT. — I. Fameuse sauf pour garder la ligne. II. Sec. Piquant. III. Un souffle les emporte. Mesure céleste. IV. Es amoureux fou. V. Parangon de douceur. Jette un froid. VI. Vulgaire. Première de sept sœurs. On y range les affaires réussies. VII. Détente athlétique. Défini. VIII. Victime d'une voile noire. Langue dravidiennne. IX. Joyeux participe. Possessif. Coutume religieuse. X. Transmises par l'école.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	O	R	D	I	N	A	T	E	U	R
II	R	A	I	L	L	E	R		N	E
III	D	I	T	E		R	I	M	A	S
IV	I	D	E	A	L	E	S		N	A
V	N	E	S		E	S		V	I	I
VI	A	V		O	Z		L	E	M	S
VII	I	R	E		A	V		L	E	I
VIII	R		T	A	R	D	E	E		R
IX	E	G	A	R	D	S			N	A
X	S	A	U	T	E	R	I	O	N	S



Ethel et Julius Rosenberg.

« Daniel » de Sidney Lumet

Tiré d'un roman de Doctorow intitulé *Le livre de Daniel*, le film de Sidney Lumet fait largement référence au procès et à l'exécution des Rosenberg (1953), ce couple de militants du Parti Communiste Américain, accusé d'espionnage au profit de l'Union soviétique pendant les premières années du maccarthysme. Mais si les Rosenberg et leurs camarades y sont montrés avec sympathie, Sydney Lumet n'a pas voulu faire une reconstitution historique. Il s'en explique dans une interview : « J'ai fait des films qui étaient des histoires vécues. Mais parfois

une fiction a plus de force qu'un fait réel. Raconter l'histoire des Rosenberg serait faire un reportage ou traiter d'une affaire de justice. Cette fiction permet d'ouvrir des dimensions psychologiques... La vision intimiste des enfants par exemple. Ce qui m'intéressait, c'était de montrer qu'on paie toujours très cher le prix de la passion... ».

Son film est donc centré sur les enfants d'un couple de militants communistes, les Isaacson, exécutés pour espionnage. Il montre comment ces enfants ont vécu la période dramatique de leur enfance, quand leurs parents ont été arrêtés et emprisonnés, puis le procès, la condamnation, l'attente d'un hypothétique sursis, d'une possible remise de peine, et enfin l'exécution après trois années de lutte de procédure. Pour cela Lumet a recours à de fréquents flash-back entremêlant l'histoire de Paul et Rochelle Isaacson (Julius et Ethel Rosenberg) et celle de Daniel et Susan (dans la réalité les Rosenberg avaient deux fils). C'est parce que Susan n'arrive pas à vivre normalement et sombre progressivement dans la folie que Daniel, qui a accepté de s'installer dans l'existence pour oublier (universitaire avec femme et enfant), fait un retour sur le passé, pour comprendre, pour savoir si son père était véritablement coupable d'espionnage, pour comprendre pourquoi,

même dans ce cas, il avait été exécuté avec sa mère alors qu'au plus il risquait quelques années de prison.

Ces retours en arrière fonctionnent comme une enquête — quelquefois un peu laborieuse, surtout vers la fin du film —, et permettent à Lumet de décrire les Isaacson/Rosenberg, leur engagement politique, leurs espoirs dans une société meilleure à l'image que des militants stalinien pouvaient se faire de la « patrie du socialisme », l'Union soviétique, ce grand allié qui avait permis de vaincre le nazisme, bien que depuis deux ans on soit entré dans la Guerre froide. Ce sont bien sûr les passages les plus intéressants et les plus émouvants du film, bien que Lumet ne se soit pas attaché à décrire la psychose anticommuniste développée par le maccarthysme. Cela fait qu'un spectateur non averti peut ne pas très bien comprendre le pourquoi de ces exécutions. Les Rosenberg nous sont présentés comme des victimes de leur idéologie, un peu comme on nous présente quelquefois le martyr des premiers chrétiens.

Malgré tout cela, son film a quand même le mérite d'évoquer cette période très sombre de l'histoire des Etats-Unis. Quand on en sort, on a le sentiment que la « démocratie bourgeoise » n'offre aucune garantie contre des exactions dignes des pires dictatures totalitaires.

André JUILLIARD

L'AFFAIRE ROSENBERG

L'affaire Rosenberg éclate en pleine Guerre froide alors que les troupes américaines se battent en Corée. C'est aux Etats-Unis le règne du maccarthysme. En janvier 1950, sous l'égide du sénateur du Wisconsin, Mac Carthy, une « chasse aux sorcières » s'engage contre les militants politiques, mais aussi contre les syndicalistes, écrivains, cinéastes, artistes, universitaires, intellectuels, susceptibles d'avoir ou d'avoir eu dans le passé des sympathies pour l'Union soviétique. Tenus de déposer devant une « Commission des activités anti-américaines », les accusés sont appelés à se disculper et surtout à dénoncer d'autres sympathisants du « communisme ».

Les Rosenberg ne furent pas les seules victimes de cette

période. Beaucoup perdirent leur emploi, quelques-uns la raison, ou furent poussés au suicide. Beaucoup s'avilirent en dénonçant leur entourage ; d'autres qui n'avaient pas craqué firent de la prison. Les Rosenberg furent condamnés à mort et exécutés, pour espionnage au profit de l'Union soviétique : un savant d'origine allemande avait avoué au FBI avoir transmis des renseignements sur la bombe A à l'URSS, et son complice, un certain David Greenglass (le frère d'Ethel Rosenberg), ancien mécanicien au Centre atomique de Los Alamos, avait accusé son beau-frère d'être le cerveau d'un réseau d'espionnage...

Julius Rosenberg est arrêté le 17 juillet 1950, sa femme, Ethel, quelques semaines plus tard au mois d'août. Condamnés à mort en mars 1951, ils

sont exécutés deux ans plus tard, le 19 juin 1953.

Les preuves versées à l'accusation ne tiennent pas. Le seul tort des Rosenberg face au juge et au jury c'était leur appartenance au Parti Communiste. Par ailleurs, en d'autres époques, même en cas de culpabilité notoire, ils auraient été condamnés à quelques années de prison. Jusque dans la salle d'exécution, Rosenberg fut soumis à un sordide chantage lui promettant la vie sauve ainsi qu'à sa femme s'il donnait des noms. Ce qu'il ne fit pas.

Un an et demi plus tard, à la fin 1954, Mac Carthy fut écarté. Mais sous sa férule, les Etats-Unis avaient vécu une longue période — près de 5 ans — d'épuration politique digne de n'importe quel pays totalitaire. A.J.

LIVRE



« La chasse aux sorcières » de Marie-France Toinet

De 1947 à 1954, pendant la Guerre froide, la vie de millions de citoyens américains est bouleversée par le maccarthysme, la chasse aux « sorcières » modernes que sont les communistes, les libéraux, les militants ouvriers et de gauche. Sous l'impulsion du sénateur Mac Carthy et de Richard Nixon, pour ne citer que les plus célèbres des « chasseurs », des commissions d'enquête et des tribunaux interrogent, au mépris de toutes les garanties constitutionnelles, extorquent des aveux, exigent des dénonciations, licencient, déshonorent, poussent leurs victimes à la ruine et au suicide. On connaît surtout, de cette épo-

que, le procès inique et l'exécution de Julius et Ethel Rosenberg, ainsi que les persécutions plus ou moins graves encourues par des artistes célèbres (Charlie Chaplin, Dalton Trumbo, Dashiell Hammet, Howard Fast, etc.). Mais il y eut des millions de suspects moins célèbres à être tracassés, interrogés, licenciés à cause d'une dénonciation, d'une signature sur une pétition, d'une carte syndicale ou politique, d'un ami ou d'un parent « marqué », ou tout simplement d'une erreur de la mécanique folle du soupçon.

L'auteur, une universitaire, montre bien que le mac-

carthysme a été une politique consciente des dirigeants américains, politique qui fut d'ailleurs inaugurée par Truman et le Parti Démocrate, pour être ensuite menée par... leurs rivaux républicains !

Ce livre propose sous une forme condensée et avec pertinence l'ensemble de la documentation actuellement accessible sur cette question. C'est un bon dossier sur une époque particulièrement réactionnaire de l'histoire des Etats-Unis.

Vincent GELAS

La chasse aux sorcières de Marie-France Toinet. Ed. Complexe. Coll. La mémoire du siècle. 206 pages. 34 F.

Pour repousser une éventuelle grande offensive iranienne, l'Irak est en train de mobiliser des troupes dans tout le pays et de les masser le long de la frontière. Car dans cette guerre entre l'Iran et l'Irak, qui dure maintenant depuis plus de trois ans, l'infanterie reste la reine des batailles.

A l'époque, il faut le rappeler, c'est l'Irak qui avait pris l'initiative de la guerre. En septembre 1980, le régime des ayatollahs semblait affaibli, son armée désorganisée. La supériorité en armement dont disposait l'Irak pouvait lui faire croire en une victoire militaire rapide, qui allait lui servir à la fois à assouvir ses prétentions territoriales, mettre au pas l'opposition et bien se placer au sein du monde arabe. L'impérialisme américain ne voyait probablement pas d'un mauvais œil la possibilité d'infliger une telle défaite à un régime qui avait osé le défier.

Mais cette guerre, que le gouvernement de Bagdad comparait à une « simple promenade militaire », s'est révélée plus ardue et plus meurtrière que ne l'avaient prévu les dirigeants irakiens. Et loin d'affaiblir le régime de Khomeiny, elle a eu sur celui-ci l'effet contraire. C'est-à-dire qu'elle a resserré les rangs autour de Khomeiny. Ce fut pour le régime iranien un bon prétexte pour imposer des conditions de travail draconiennes à la classe ouvrière et pour détourner le mécontentement des masses pauvres, face à une situation économique très difficile, dans le cadre de l'effort de guerre pour résister face à l'attaque de l'Irak soutenue par l'impérialisme.

A l'armement supérieur des Irakiens, armés par la France, la Grande Bretagne, dotés d'une artillerie lourde perfectionnée, les iraniens ont opposé le sacrifice de dizaines et de centaines de milliers d'hommes : les experts occidentaux évaluent le nombre de morts à un Irakien

La guerre dépend des armes mais aussi des hommes

pour trois Iraniens. Ce qui a permis à leurs armées non seulement de contenir l'offensive du début, mais de reprendre le terrain conquis et, depuis quelque temps, de pénétrer à leur tour sur le territoire irakien.

C'est dire que, dans cette guerre, le facteur humain aura joué en faveur de l'Iran. La guerre entre l'Iran et l'Irak peut continuer encore pendant longtemps, l'Irak ayant une supériorité en armes manifeste et l'Iran une supériorité en hommes manifeste elle aussi.

Mais aux yeux du monde entier, et de l'impérialisme, il vient rappeler que pour mener les guerres modernes, et les gagner, il faut bien sûr du matériel, mais aussi des hommes, beaucoup d'hommes, des hommes prêts et disposés à se battre, et que c'est en définitive cela qui compte.

Or, malheureusement pour lui et heureusement pour les peuples, l'impérialisme dispose rarement de telles troupes parmi les peuples du Tiers Monde. Ceux-ci peuvent forger des armées fiables et combattives, quand ils se battent pour une cause qu'ils ressentent comme la leur, en particulier contre l'impérialisme justement, mais moins facilement, ou pas du tout, quand leurs objectifs et les sacrifices demandés apparaissent comme vains et trop chers à leur propre population.

Claude CHARVET



Face à l'armement supérieur des Irakiens...

(AFP)



... l'Iran a opposé le sacrifice de ses soldats et miliciens.

(AFP)

Effluves de grandes puissances...

L'Irak, semble-t-il, utilise bien des armes chimiques dans sa guerre contre l'Iran. En tout cas, le gouvernement de Bagdad ne dément pas les accusations portées contre lui par l'Iran et confirmées par les Etats Unis, qui ont déclaré qu'ils « condamnaient énergiquement le recours aux armes chimiques mortelles ». Le général irakien Sakhry, qui dirige l'ensemble des opérations militaires dans la région de Bassorah, avait déclaré à un journaliste américain : « Vous n'auriez quand même pas voulu qu'on les accueille en les aspergeant de parfum... ».

Alors, il semble bien que c'est avec des gaz que l'armée irakienne a aspergé les vagues humaines iraniennes, l'artillerie lourde ne suffisant pas à enrayer les assauts.

Et ce qui met en rage les officiels irakiens sommés de s'expliquer, c'est que ce soient les Etats Unis qui portent sur eux ces accusations, « eux qui avaient, au cours de la Deuxième Guerre Mondiale, utilisé les armes atomiques, déversées sur Hiroshima et Nagasaki », eux qui avaient utilisé toutes sortes d'armes de destruction, dont des armes chimiques, au Vietnam.

D'ailleurs, devant ces accusations publiques des Etats-Unis — qui étaient depuis longtemps au courant de l'utilisation des armes chimiques par l'Irak — on peut se demander si cela ne signifie pas que cette guerre est maintenant devenue gênante pour l'impérialisme. A cause, bien sûr, de la menace qu'elle fait peser sur les zones d'exploitation pétrolière et sur la navigation par le détroit d'Ormuz.

Sous un prétexte humanitaire, les USA ne seraient-ils pas en train de préparer la fin de leur soutien à l'Irak ? Comme si tuer des gens à l'aide de gaz était pire que les brûler au napalm ou les massacrer avec des bombes à billes.

En tout cas, il a bien fallu qu'une grande puissance, probablement, les ait vendues, ces armes chimiques, à l'Irak (comme les autres armes, d'ailleurs).

Qui ? La Grande-Bretagne ? La France, grande pourvoyeuse d'armes à l'Irak ? L'emploi des armes chimiques a été « interdit » par la convention passée à Genève en 1925 entre la quasi-totalité des pays du monde, puis à nouveau par une convention internationale en 1972 (la France, quant à elle, n'a d'ailleurs pas signé la convention de 1972 sur l'interdiction des armes bactériologiques). La plupart des grandes puissances, les Etats-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne et la France, possèdent cependant des stocks de gaz par centaines de milliers de tonnes. Il est paraît-il plus facile de les stocker que de les détruire. Et il est probablement encore plus facile — et rentable — de les vendre que de les stocker !

Claude CHARVET

Onze prisonniers kurdes meurent après une grève de la faim

Onze prisonniers kurdes viennent de mourir à la prison militaire de Diyarbakir en Turquie. Une dizaine d'autres sont dans le coma. Ces 21 victimes sont les premières de la grève de la faim entamée depuis le 14 janvier pour protester contre les tortures, pratique courante dans les prisons turques. Depuis, 23 autres prisonniers ont pris la relève à la prison de Diyarbakir, et 500 autres dans celle de Mamak à Ankara, le 22 février.

En Turquie, il est interdit à la presse d'informer sur ce qui se passe dans les prisons. Mais cette fois-ci les parents, surtout les mères, des paysannes qui

n'avaient jamais quitté leur village jusque-là, ont réagi, allant jusqu'à Ankara pour alerter les autorités politiques et leur demander d'agir. Le gouvernement a d'abord mis en cause l'exagération des parents, se demandant qui les organisait.

En novembre 1983, les militaires ont laissé faire les élections et ils ont laissé s'installer le gouvernement civil de Turgut Ozal.

Mais en fait, c'est toujours la dictature militaire qui règne en Turquie. Le ministre de la Justice dit que le gouvernement n'a aucun contrôle sur les prisons militaires. Tient-il à en avoir ?

Julie RENOIR

Un prêt pour un rendu

Le gouvernement français vient d'accorder un nouveau prêt bancaire à l'Irak, d'un montant de 4 milliards de francs environ, pour l'aider à payer ses dettes civiles auprès des sociétés françaises.

Voilà comment le gouvernement français assure, avec l'argent des contribuables, la garantie que les patrons français soient bien payés pour leurs ventes à l'exportation. Le système revient en fait à

subventionner les industriels français par Irak interposé.

Quant à la précision qu'il s'agit de dettes civiles, c'est ridicule et hypocrite. Car aider l'Irak à payer ses dettes civiles, c'est lui permettre de consacrer plus d'argent à la guerre. Une guerre qui rapporte aussi énormément aux industriels français, puisqu'ils sont les fournisseurs attirés de l'armée irakienne. Les deuxièmes après l'URSS.

Claude CHARVET